



**Destin
Commun**
More in Common France

Boire, manger, respirer

L'opinion des Français sur les enjeux de pollution

Juin 2026

Les 10 enseignements clés (1/2)

- Dans un contexte de défiance généralisée, les Français préservent un **niveau de confiance élevé dans les biens communs de première nécessité** comme l'eau du robinet et l'air qu'ils respirent. Cette confiance est néanmoins fragilisée chez les jeunes et dans les zones du territoire affectées par des niveaux importants de pollution, nécessitant une vigilance élevée pour préserver à la fois la santé des citoyens et ce précieux capital confiance.
- **8 Français sur 10 (79%) s'estiment occasionnellement ou fréquemment confrontés à des pesticides chimiques via l'eau ou leur alimentation**, ce qui constitue pour eux une source d'inquiétude quant aux **effets sanitaires de l'exposition aux pollutions** des eaux et des sols. PFAS et cadmium sont de nouveaux sujets d'anxiété et d'incertitude importants.
- L'inquiétude peut se muer en **culpabilité chez les parents** de jeunes enfants, **en défiance** lorsque les risques semblent être dissimulés, ou **en paralysie** face à la difficulté d'évaluer précisément les risques.
- Dans ce contexte, l'alimentation devient un **terrain miné sur lequel les Français sont en quête de repères et soumis à des dilemmes au quotidien**, entre la recherche de la qualité des produits, leur prix et le soutien aux agriculteurs.
- Alors que **les plus jeunes et les personnes les plus précaires considèrent plus que la moyenne que l'eau et les sols sont pollués en France**, les implications varient entre ces deux groupes : les jeunes consomment nettement plus d'aliments issus de l'agriculture biologique que les personnes précaires.

Les 10 enseignements clés (2/2)

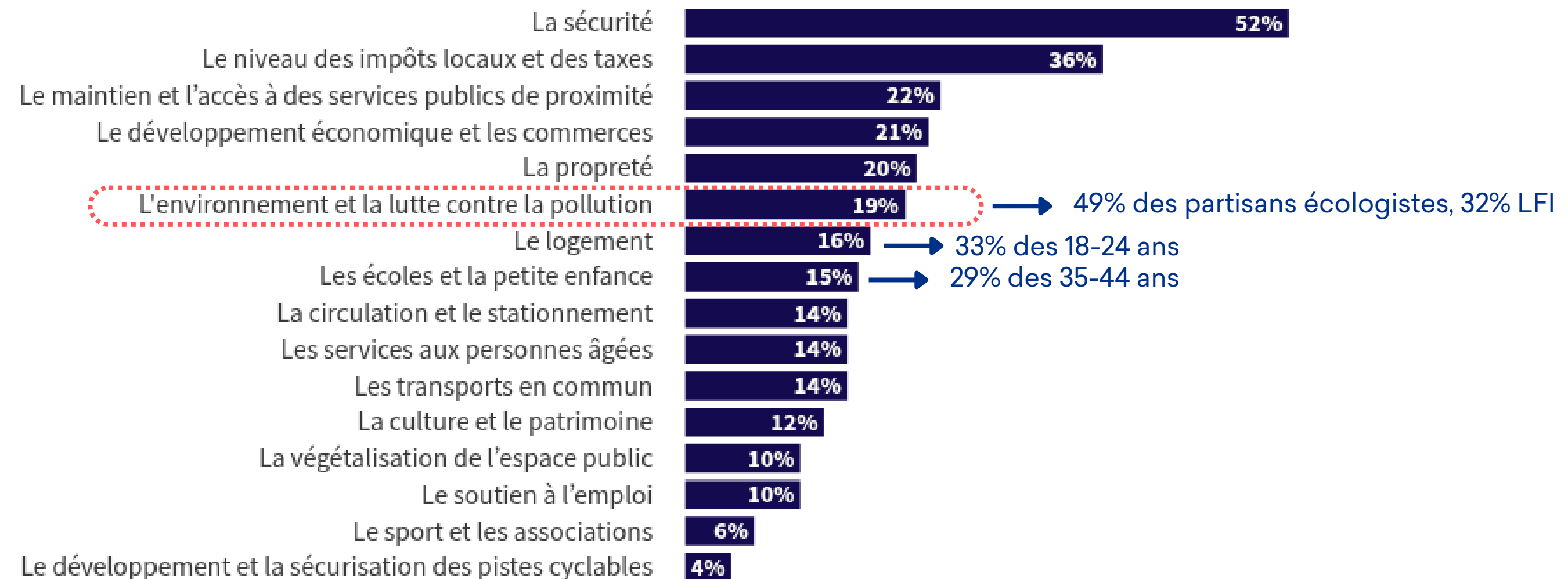
- Si 70% des Français considèrent que les pesticides ont un effet négatif pour la santé et la biodiversité et que d'autres alternatives doivent être encouragées, ils expriment aussi une grande considération et empathie envers les agriculteurs, et souhaitent qu'ils soient accompagnés pour éviter l'usage des pesticides.
- L'opinion française reste stable quant à l'opposition à l'article de la loi Duplomb II pour la réintroduction à titre dérogatoire de pesticides interdits, mais exprime une incompréhension face à la concurrence jugée déloyale à laquelle les agriculteurs font face. Dans ce contexte, l'autonomie alimentaire est un objectif largement consensuel.
- En moyenne, les Français évaluent positivement la qualité de l'air qu'ils respirent au quotidien, mais sa dégradation est un sujet de préoccupation pour deux citoyens sur trois. Malgré les épisodes caniculaires de plus en plus fréquents qui renforcent la pollution à l'ozone, on constate dans l'opinion une certaine confusion entre les substances responsables de la pollution de l'air (particules fines mais aussi dioxyde d'azote et ozone) et celles qui sont responsables du réchauffement climatique (CO₂) ou d'autres pollutions (pesticides).
- Les conséquences sanitaires de la pollution de l'air sont globalement bien identifiées par les Français, mais ce phénomène invisible suscite un certain fatalisme.
- Les mesures de réduction de la pollution de l'air issue du trafic routier sont relativement consensuelles, y compris les ZFE, bien que conditionnées à un impératif de justice sociale. Le rôle du chauffage individuel dans la pollution de l'air est e revanche peu identifié.

Les préoccupations environnementales se stabilisent en 6e position des priorités locales des Français

S'agissant des récentes élections municipales, quels sont les sujets auxquels vous avez attaché le plus d'importance, dans votre choix de vote ou dans votre décision de ne pas aller voter ?

3 choix maximum

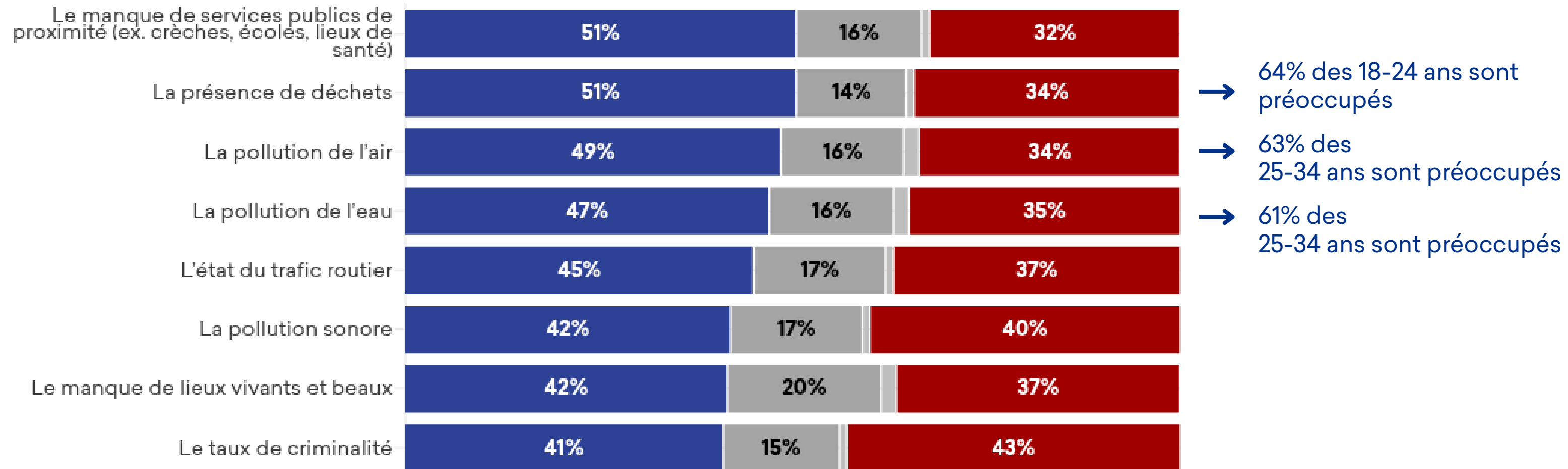
Parmi les inscrits sur les listes électorales



A l'échelle locale, la pollution est une préoccupation plus importante que la criminalité

Dans mon lieu de vie ou mon quartier, je me sens préoccupé(e) par...

● Préoccupé(e) ● Neutre ● Ne sait pas ● Pas préoccupé(e)



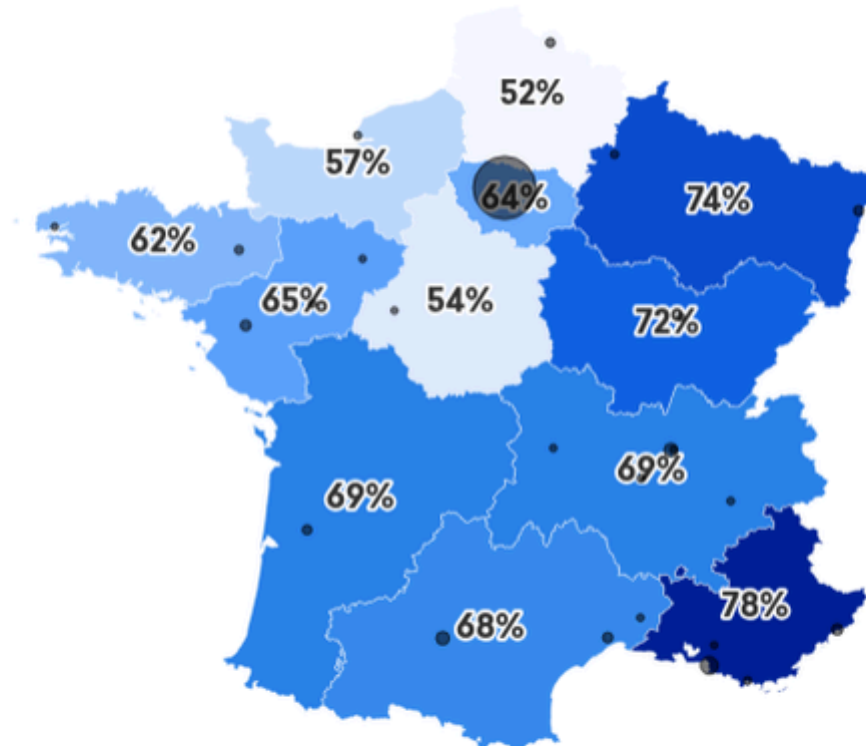
Qualité de l'eau : un capital confiance élevé mais fragilisé

Eau du robinet : des niveaux de confiance élevés et concordants avec la réalité de l'exposition aux polluants

Avez-vous confiance dans la qualité de l'eau du robinet dans votre commune ?

Réponse = Confiance ("tout à fait confiance" + "Plutôt confiance")

52  78
1,000,000  2,000,000



moyenne nationale : 66%

Je pense que l'eau aujourd'hui est quand même de plus en plus contrôlée par rapport à avant.
Jennifer, 41 ans, Laissés pour compte, Beauce



Source: Destin Commun, Avril 2026, N = 2074

Les deux tiers des Français ont confiance dans l'eau du robinet. Les territoires du Nord exposés à davantage de polluants (Nord, Beauce) expriment une moindre confiance, tandis que ceux de l'Est, Sud-Ouest et Sud-Est ont un niveau de confiance haut en cohérence avec le faible niveau de polluants.

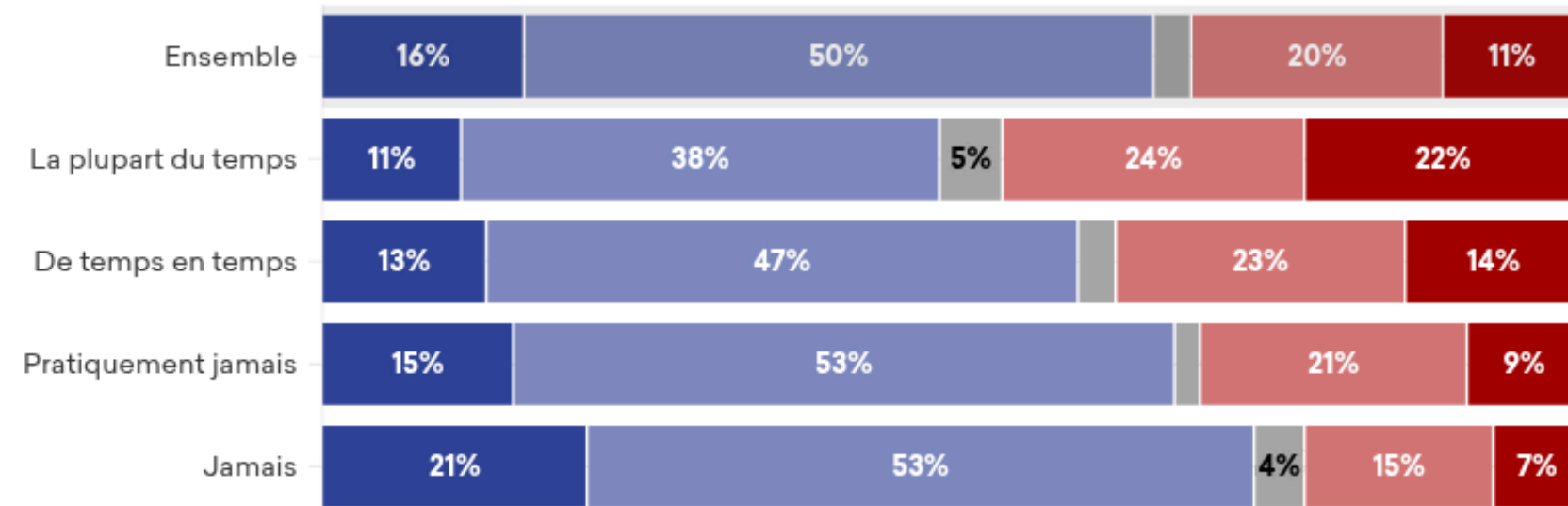
Selon le ministère de la Santé, en 2024, 98,8 % des Français ont été alimentés par une eau conforme aux normes relatives aux nitrates. Concernant les pesticides, 71,5 % des Français ont bénéficié en permanence d'une eau conforme aux limites réglementaires, contre 94,1 % en 2020. Cette baisse s'explique en partie par l'élargissement des contrôles et l'amélioration des méthodes analytiques, qui permettent désormais de détecter des pesticides auparavant peu recherchés. Elle révèle aussi l'existence de contaminations diffuses de longue durée dans les ressources en eau.

Qualité de l'eau : les Français les plus précaires ont moins confiance et perçoivent davantage une dégradation

Avez-vous confiance dans la qualité de l'eau du robinet dans votre commune ?

Croisement : Sur ces douze derniers mois, diriez-vous que vous avez eu des difficultés à payer toutes vos factures à la fin du mois...

● Tout à fait confiance
 ● Plutôt confiance
 ● Je ne sais
 ● Plutôt pas confiance
 ● Pas du tout confiance

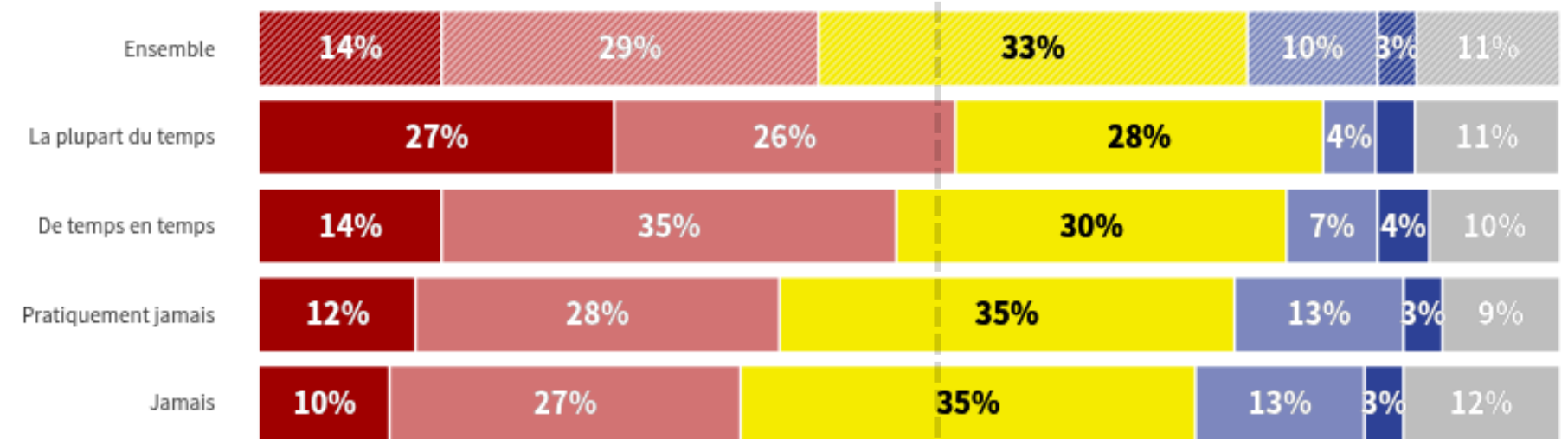


Parmi les Français qui ont le plus de difficulté à payer leurs factures, seuls 44% disent avoir confiance dans l'eau du robinet vs. 66% de l'ensemble des Français. Ceux sont aussi les Français les plus précaires qui estiment le plus que la qualité de l'eau potable s'est dégradée : 53% vs. 43% pour l'ensemble des Français.

Selon vous, comment la qualité de l'eau potable a-t-elle évolué en France au cours des dernières années ?

Croisement : Sur ces douze derniers mois, diriez-vous que vous avez eu des difficultés à payer toutes vos factures à la fin du mois...

■ Elle s'est fortement dégradée
 ■ Elle s'est légèrement dégradée
 ■ Elle est restée stable
 ■ Elle s'est légèrement améliorée
 ■ Elle s'est fortement améliorée
 ■ Ne sait pas



Il y a des preuves de pollution de l'eau et des sols ici. C'est quand même un peu inquiétant pour l'eau du robinet. Je la bois pas.

**Charlotte, 35 ans, Militants Désabusés,
Rhône-Alpes**

PFAS : une nouvelle source d'inquiétude et d'incertitude sanitaire

J'ai analysé l'eau à la maison et c'est assez aberrant ce qu'on met dans l'eau aujourd'hui. Je pense qu'il y avait pas ça il y a une centaine d'années. Je parle des PFAS, de tout ce qui est médicamenteux. Ça fait un peu peur quand même.

Paul, 33 ans, Stabilisateurs, Bretagne

Je suis préoccupée aussi par la question des PFAS, les polluants plastiques, les poêles Tefal. Ces choses-là, finalement, où on s'est jamais trop posé la question puis on se rend compte que ça peut poser des problèmes.

Alice, 48 ans, Stabilisateurs, Bretagne

Si on regarde depuis 50 ans, l'eau s'est améliorée, parce qu'elle est traitée, filtrée, nettoyée. Mais si on regarde depuis quelques années, elle s'est dégradée avec les PFAS.

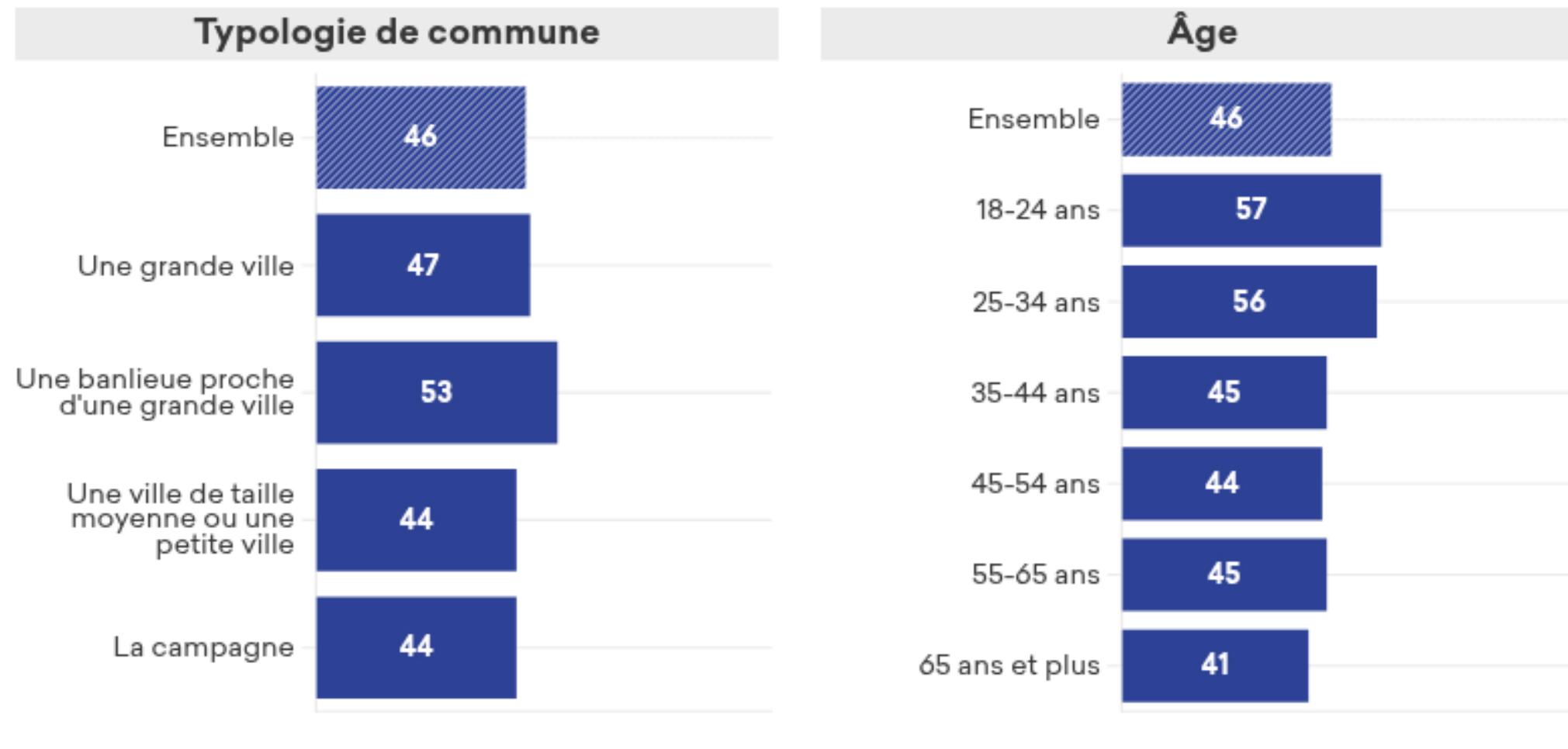
François, 35 ans, Laissés pour compte, Beauce

Les PFAS ou polyfluoroalkylées, grande famille de composés chimiques synthétiques souvent surnommés « polluants éternels », sont répartis inégalement sur le territoire et présents notamment à proximité de sites industriels, de stations d'épuration ou de déchets et dans certaines zones de captage. Ils inquiètent du fait de leur persistance, tandis que la complexité et les conditions de leurs potentiels effets sanitaires restent flous dans l'opinion.

Les jeunes et les habitants des banlieues boivent moins l'eau du robinet

Préférés boire de l'eau en bouteille plutôt que l'eau du robinet par crainte que celle-ci soit polluée

● % oui uniquement



46% des Français déclarent avoir, au cours des 12 derniers mois, préféré boire de l'eau en bouteille plutôt que l'eau du robinet par crainte que celle-ci soit polluée. La consommation de l'eau du robinet semble varier selon l'âge, le niveau de précarité et la région.

L'enquête qualitative confirme que les Français qui ne boivent pas l'eau du robinet partagent la crainte que celle-ci soit polluée. Certains estiment que l'eau en bouteille est plus pratique et a un goût plus neutre que l'eau du robinet.

Je suis anti-bouteille plastique. Je consomme que l'eau du robinet. Pour moi les bouteilles en plastique c'est encore pire, y a des micro-plastiques dedans.

Jean-Baptiste, 44 ans, Militants Désabusés, Rhône-Alpes

Je suis passé à la bouteille, pas par raison de pollution mais par simplicité, praticité. Et j'ai l'impression d'être mieux hydraté.

Matthieu, 26 ans, Stabilisateurs, Bretagne

L'eau en bouteille pour moi est neutre, il n'y a pas de goût dedans, il n'y a rien.

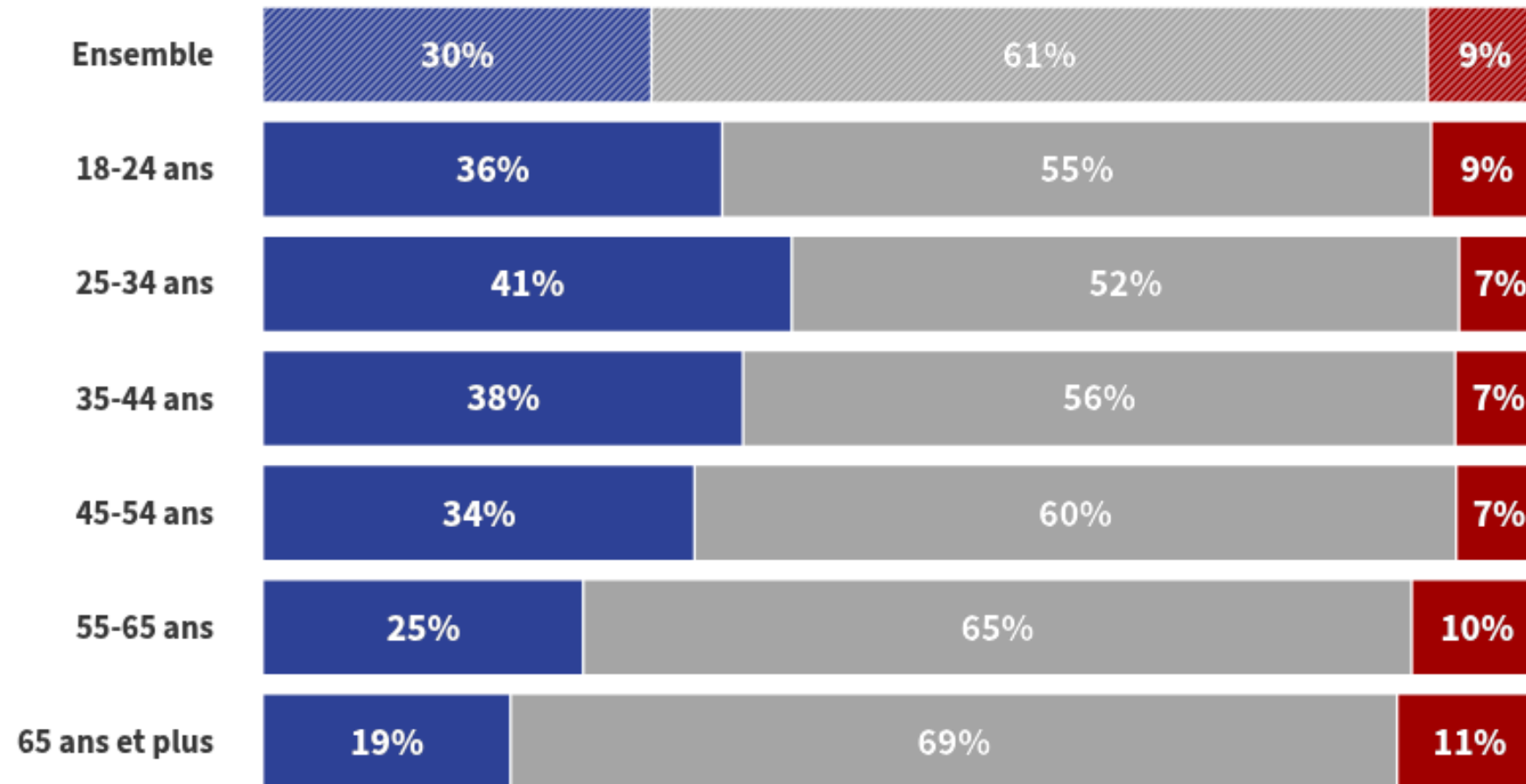
Jennifer, 41 ans, Laissés pour compte, Beauce

Pollution des sols : la crainte des pesticides persiste

Une perception de la pollution plus élevée chez les moins de 45 ans et les électeurs de gauche

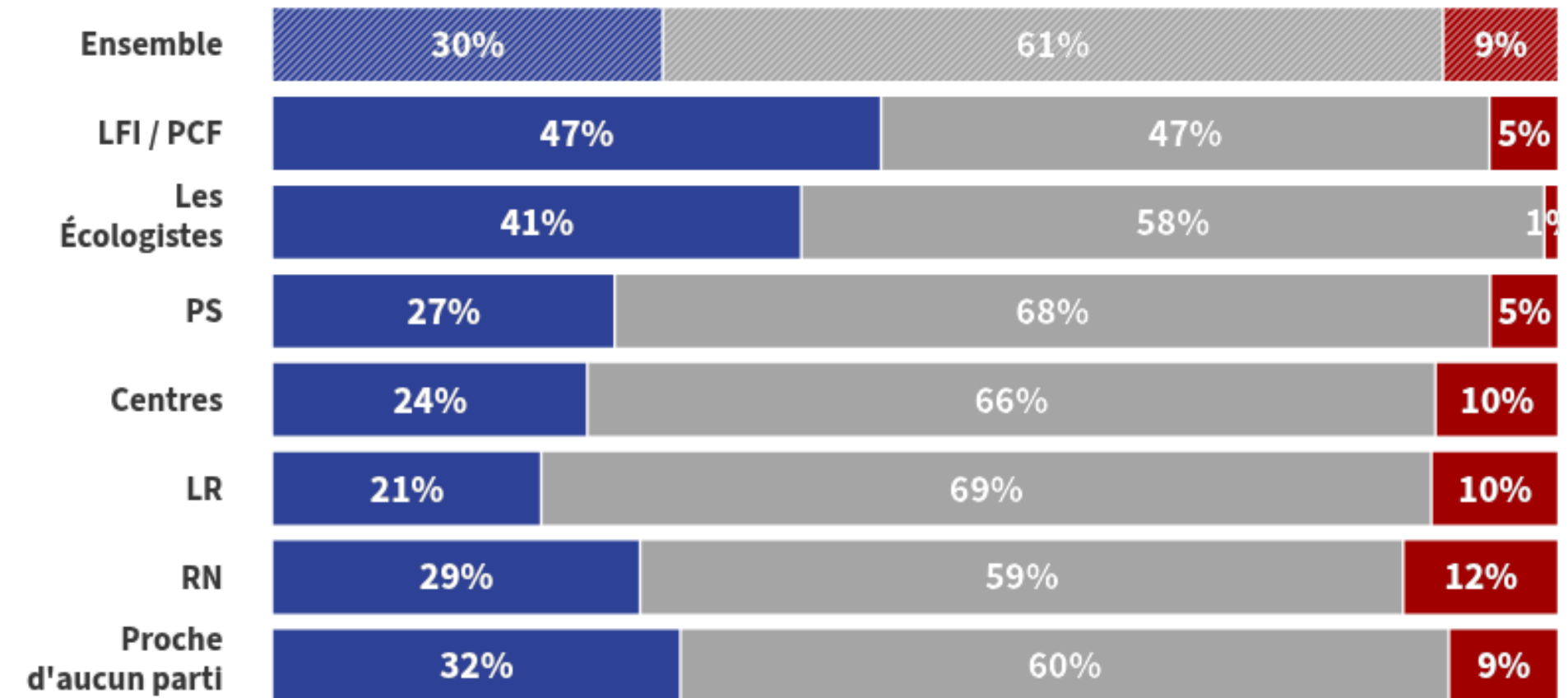
Laquelle de ces deux affirmations se rapproche le plus de votre opinion ?

- Oui, la pollution est très importante et concerne la majorité du territoire
- Oui, la pollution est importante mais pas généralisée
- Non, il n'y a pas de pollution significative



Laquelle de ces deux affirmations se rapproche le plus de votre opinion ?

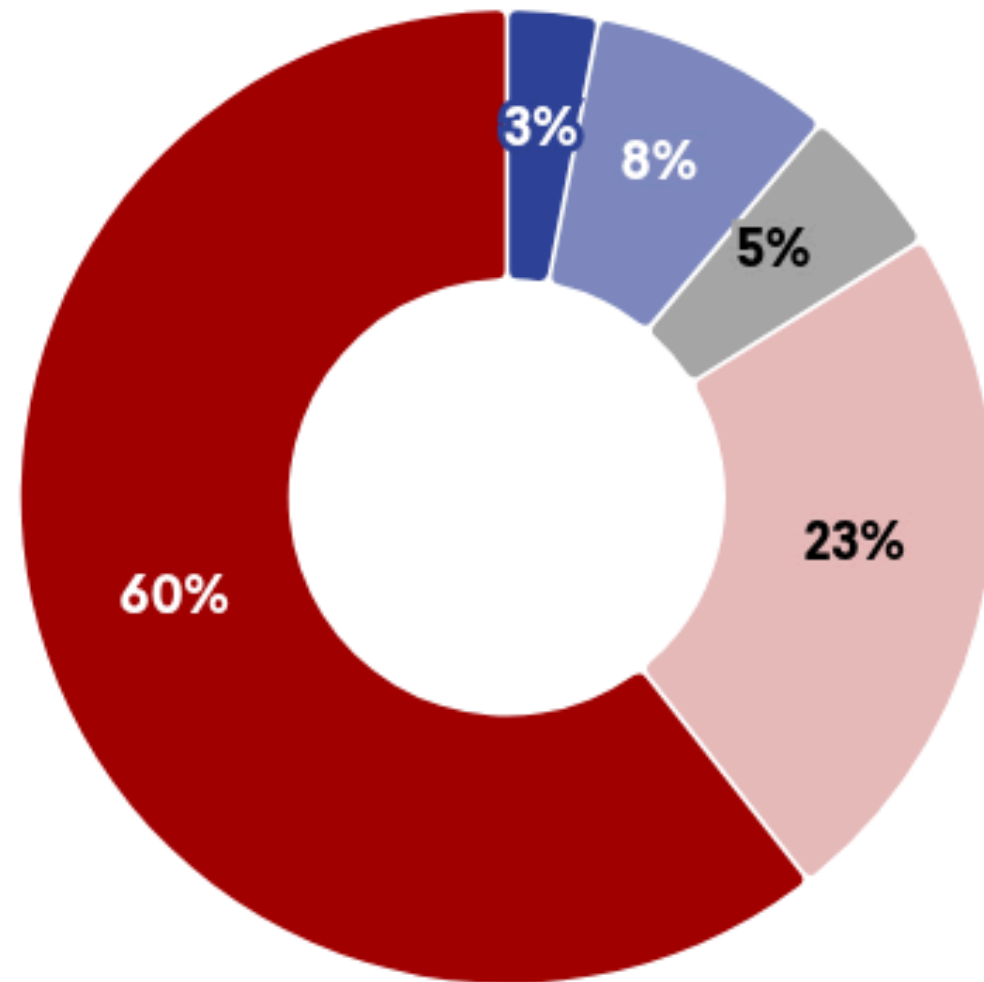
- Oui, la pollution est très importante et concerne la majorité du territoire
- Oui, la pollution est importante mais pas généralisée
- Non, il n'y a pas de pollution significative



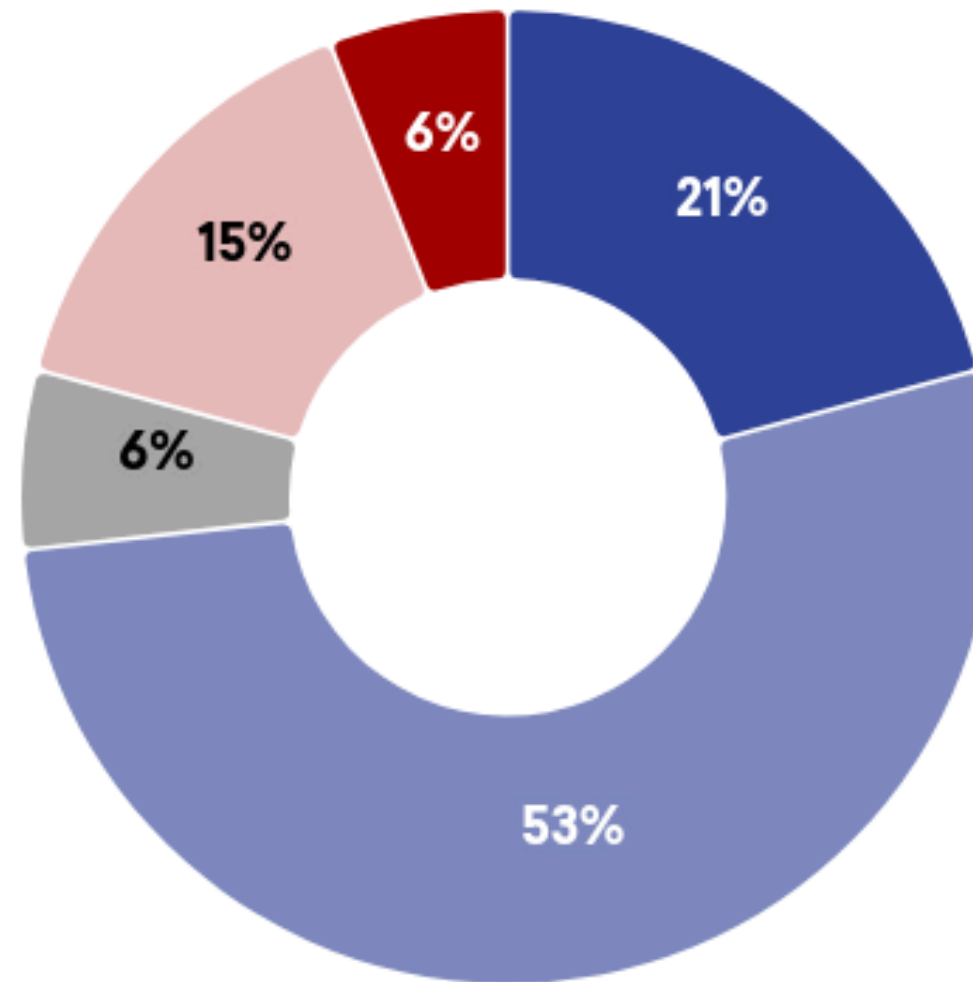
La crainte sur les effets de la pollution doublée d'une incertitude

● Tout à fait d'accord ● Plutôt d'accord ● Je ne sais pas ● Plutôt pas d'accord ● Pas du tout d'accord

La pollution des sols n'a pas d'effet sur la qualité des aliments que nous mangeons



Les effets de la pollution des eaux et des sols sont encore mal connus



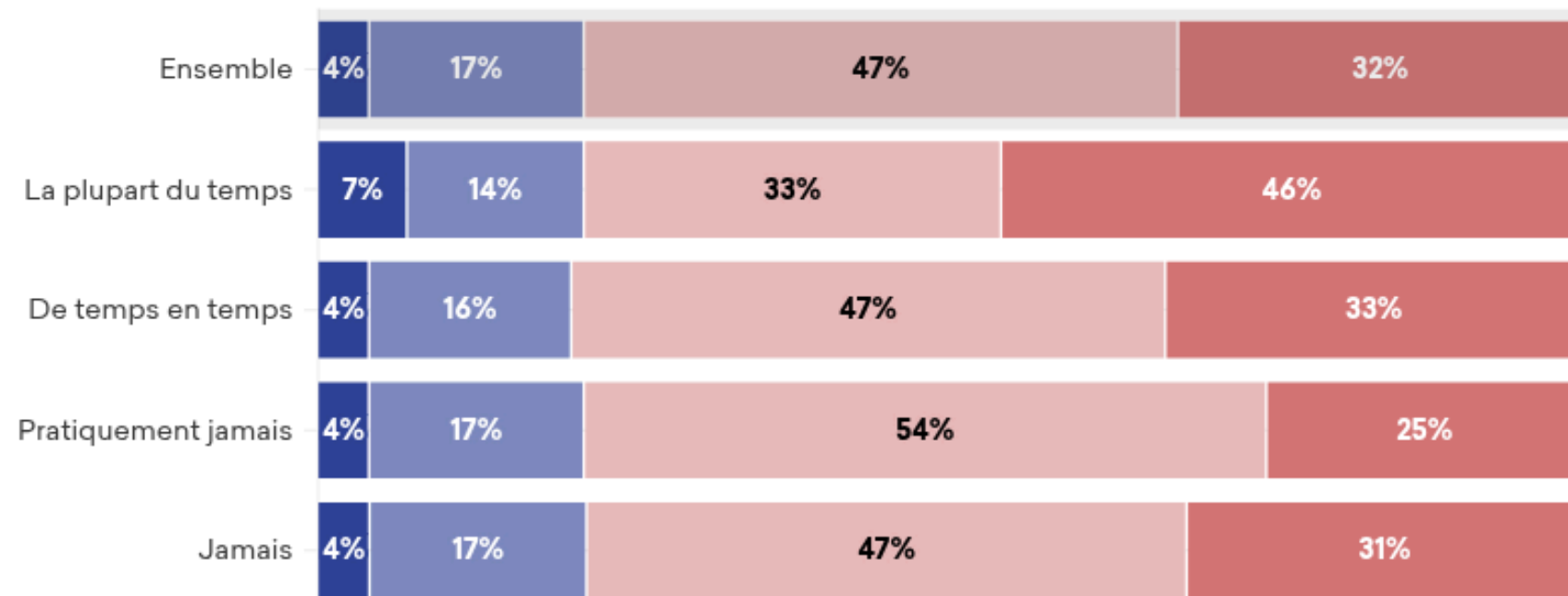
83% des Français estiment que la pollution des sols a un effet sur la qualité des aliments qu'ils mangent, mais 74% considèrent que les effets de la pollution des eaux et des sols sont encore mal connus.

Cette crainte se double donc d'une grande incertitude qui renforce la défiance des Français.

Les Français considèrent être fréquemment exposés à des pesticides et principalement par l'alimentation

A quelle fréquence pensez-vous être exposé(e) aux pesticides ?

● Jamais ● Rarement ● De temps en temps, en fonction de là où je me situe ou de la période ● Quotidiennement

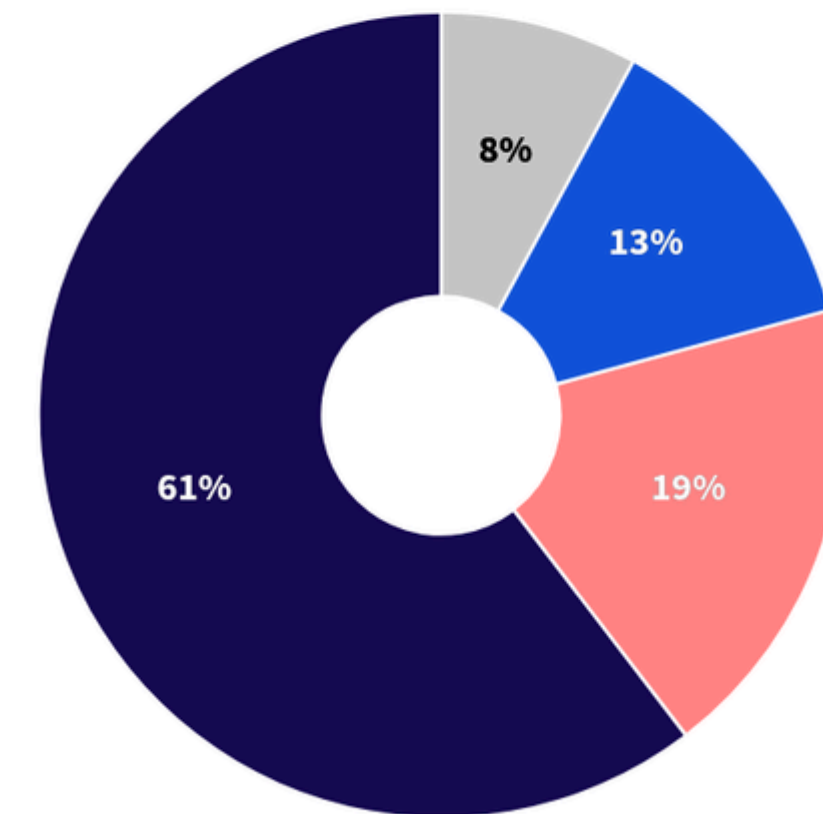


Parfois ou souvent :
→ **79%**

Selon vous, par quel biais êtes-vous le plus exposé(e) aux pesticides ?

Choix unique

● Par l'alimentation ● Par l'eau potable ● Par l'air ● Je ne pense pas y être exposé(e)



La France figure parmi les pays européens autorisant le plus grand nombre de substances actives phytosanitaires, certaines substances autorisées au niveau européen ayant néanmoins fait l'objet d'interdictions nationales plus strictes, comme l'acétamipride entre 2018 et 2025. Le volume de pesticides utilisés rapporté à la surface de terres cultivées en France est supérieur à la moyenne européenne mais inférieur à celui observé dans plusieurs pays à agriculture intensive comme les Pays-Bas ou Malte.

Selon la DGCCRF et EFSA, des résidus de pesticides ont été détectés dans 73,1 % des échantillons de fruits non biologiques et dans 45,8 % des échantillons de légumes non biologiques analysés entre 2017 et 2021, la détection d'un résidu ne signifiant toutefois pas nécessairement un dépassement des limites réglementaires ni un risque sanitaire avéré.

Alimentation et santé : une préoccupation partagée par les Français

Pesticides : tous exposés

Les agriculteurs

On voit pas mal de documentaires sur des gens qui ont des terrains à la campagne et où on voit la pollution qui peut avoir un vrai impact sur la santé, notamment les taux de cancer ou ce genre de maladies, même chez les agriculteurs.

Sophie, 41 ans, Stabilisateurs, Bretagne

Les habitants des zones agricoles

C'était une grosse zone de production de pommes de terre, blé, betteraves. Quand j'étais petit, on allait dans les champs et j'avais souvent des céphalées et le nez qui coulait et les yeux qui piquaient.

François, 35 ans, Laissés pour compte, Beauce

Les consommateurs

Les pesticides au niveau des fruits et des légumes, ça devient vraiment inquiétant. Je pense qu'on va arriver à un boom des problèmes de santé.

Bastien, 46 ans, Laissés pour compte, Beauce

La santé des enfants, préoccupation prioritaire

Quand on a des enfants, on se pose quand même la question de ce qu'on leur transmet quand on leur met des choses dans l'assiette.

Mathilda, 49 ans, Laissés pour compte, Beauce

Je m'inquiète plutôt pour la santé des générations qu'on aura après. Je pense que c'est mon rôle de jeune papa.

Paul, 33 ans, Stabilisateurs, Bretagne

L'inquiétude spontanément associée à la question des pesticides semble généralisée, sans que les questions de toxicité relative ou de fréquence et de volume d'exposition soient évoquées. L'inquiétude se double, chez les parents, d'une forme de culpabilisation liée à la potentialité des risques liés à l'alimentation des enfants.

Cadmium : anxiété généralisée, culpabilité des parents

Du besoin d'information à la crainte de la dissimulation

Pour le cadmium, ce que je trouvais dommage, c'est de l'apprendre par hasard un soir en regardant un reportage sur M6.

Mathilda, 49 ans, Laissés pour compte, Beauce

Protéger les jeunes générations de l'exposition aux polluants

C'est une bonne chose pour les enfants qui arrivent. Nous, c'est déjà foutu hein, parce que le cadmium, il va pas disparaître des champs parce qu'on en met moins maintenant.

François, 35 ans, Laissés pour compte, Beauce

Effets sanitaires : une complexité qui inquiète

On a récemment entendu parler du cadmium. Moi c'est ça aussi qui m'effraie pour la santé. Je vois tous les gens qui ont des problèmes d'intestin, de digestion.

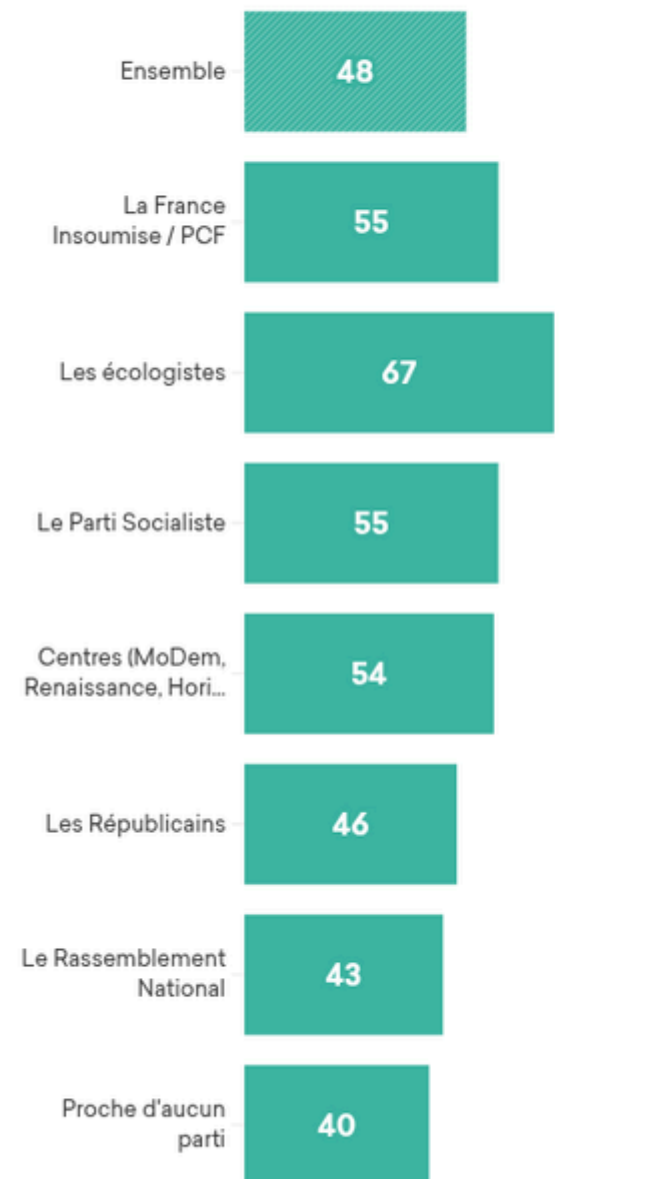
Mathilda, 49 ans, Laissés pour compte, Beauce

L'impact sur la santé de l'exposition au cadmium, principalement liée à l'épandage d'engrais phosphatés, inquiète les Français pour eux-mêmes et leurs enfants, ces derniers y étant particulièrement vulnérables. L'Assemblée nationale a adopté le 3 juin dernier un texte visant à la réduction de sa concentration dans les engrais phosphatés.

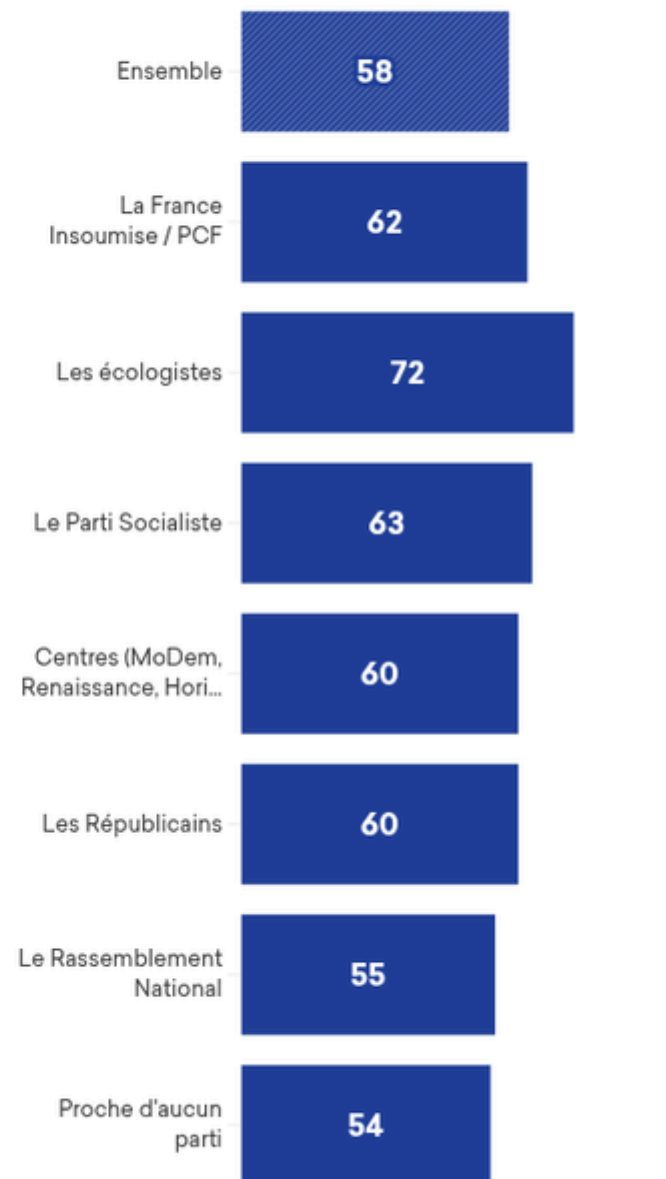
Une moitié de Français changent leurs habitudes alimentaires vers moins de produits transformés et plus de bio

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous...

Consommé régulièrement des aliments issus de l'agriculture biologique



Réduit de façon importante votre consommation de produits ultra-transformés (sodas, céréales au petit déjeuner, biscuits, plats surgelés...)

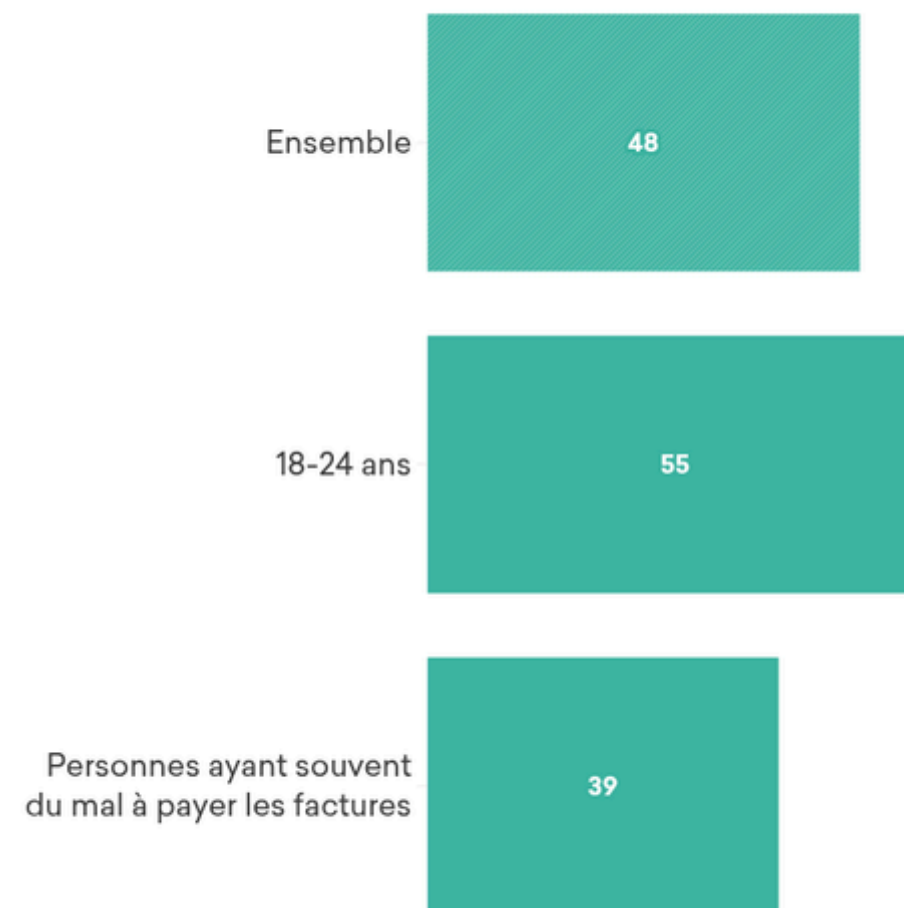


Réponse "oui" uniquement

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous...

Consommé régulièrement des aliments issus de l'agriculture biologique

Croisement : âge et niveau de précarité



Une moitié des Français déclarent avoir, au cours des 12 derniers mois, fortement réduit leur consommation de produits ultra-transformés (58%), ou consommé régulièrement des aliments issus de l'agriculture biologique (48%).

Alors que les plus jeunes et les personnes les plus précaires se rejoignent dans la perception d'une pollution de l'eau et des sols importante en France, les implications varient entre ces deux groupes : les jeunes consomment nettement plus d'aliments issus de l'agriculture biologique que les personnes précaires.

Le surimi, j'en mange plus. Le saumon d'élevage, j'évite au maximum.
Virginie, 56 ans, Stabilisateurs, Bretagne

Alimentation : les Français en quête de repères

Une alimentation bon marché jugée moins saine qu'avant

Ce qui me préoccupe, c'est que les gens ne savent pas du tout ce qu'ils mangent et que beaucoup ne se posent pas de questions. Et on mange parce que c'est pas cher.

François, 35 ans, Laissés pour compte, Beauce

Bio : entre repères et doutes

J'essaie de consommer bio un maximum. Les agriculteurs d'à côté sont pas bio. On imagine bien ce qui est projeté dans les champs et qui est envoyé sur les légumes bio d'à côté.

Paul, 33 ans, Stabilisateurs, Bretagne

Voilà, il faut des garanties. Il faut pas que je puisse retourner le paquet et voir le vrai derrière dans les petites lignes.

Jonathan, 34 ans, Laissés pour compte, Beauce

Une consommation sous contraintes

Il y en a, ils vont vendre 7 euros le fromage de chèvre sur le marché ou en supermarché. Alors, soi-disant, c'est des trucs du coin. Bah désolée mais à 7 euros, ça fait cher le fromage.

Jonathan, 34 ans, Laissés pour compte, Beauce

Je veux bien manger des kiwis français qui ne viennent pas de Nouvelle-Zélande mais encore faut-il que l'on en trouve.

Fabienne, 60 ans, Laissés pour compte, Beauce

Le risque de l'anxiété généralisée

J'avais l'impression que dès que j'achetais quelque chose en grande surface j'allais m'empoisonner. Donc j'ai un peu arrêté d'être aussi vigilante là-dessus.

Alice, 48 ans, Stabilisateurs, Bretagne

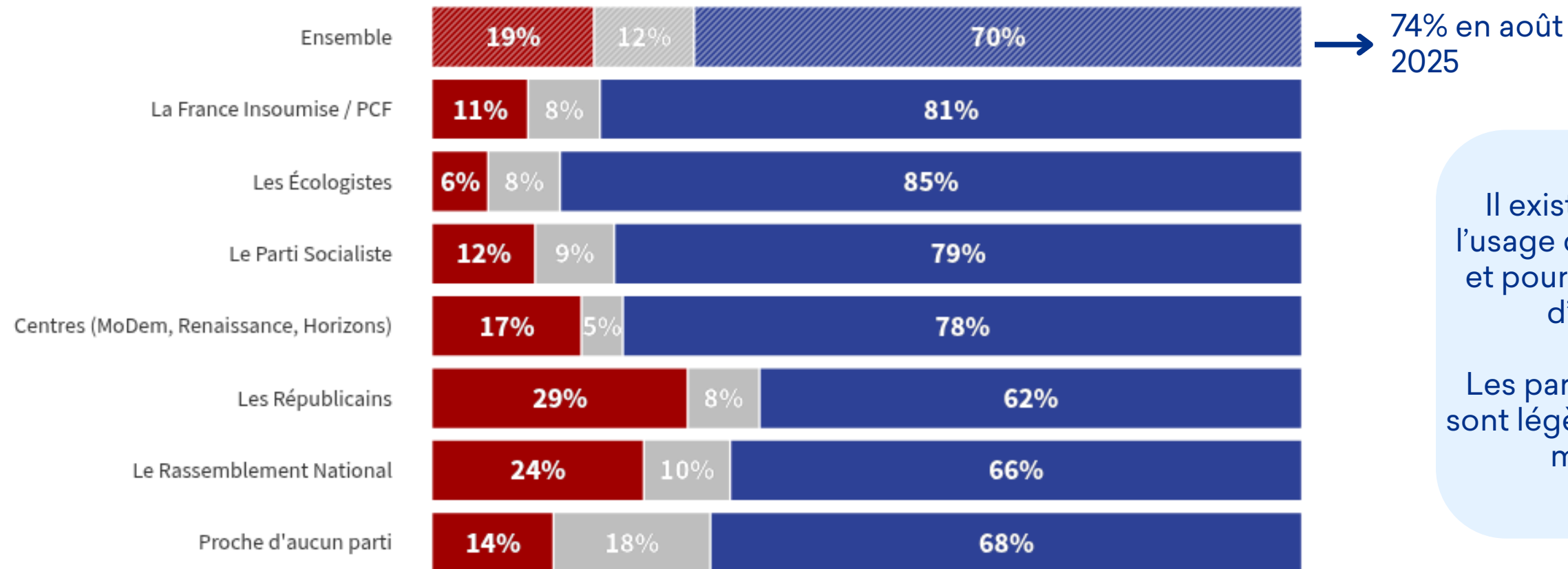
Le rapport à l'alimentation est marqué par une tension entre aspirations partagées et réalités du quotidien : manque de temps et de lisibilité de l'offre, baisse de la qualité, prix jugés trop élevés. Les consommateurs cherchent un équilibre compliqué entre santé, budget, facilité d'accès et soutien aux producteurs locaux.

Entre alimentation saine et agriculture viable : défis français

Un consensus dans l'opinion sur la nécessité de trouver des alternatives à l'usage des pesticides chimiques pour l'agriculture

Laquelle des deux affirmations se rapproche le plus de votre avis ?

- L'usage de pesticides est nécessaire pour protéger les récoltes et permettre aux agriculteurs français de faire face à la concurrence, et les risques pour la santé sont résiduels
- Je ne sais pas
- L'usage des pesticides peut présenter des risques pour les écosystèmes et la santé des agriculteurs et des consommateurs, d'autres alternatives doivent donc être privilégiées



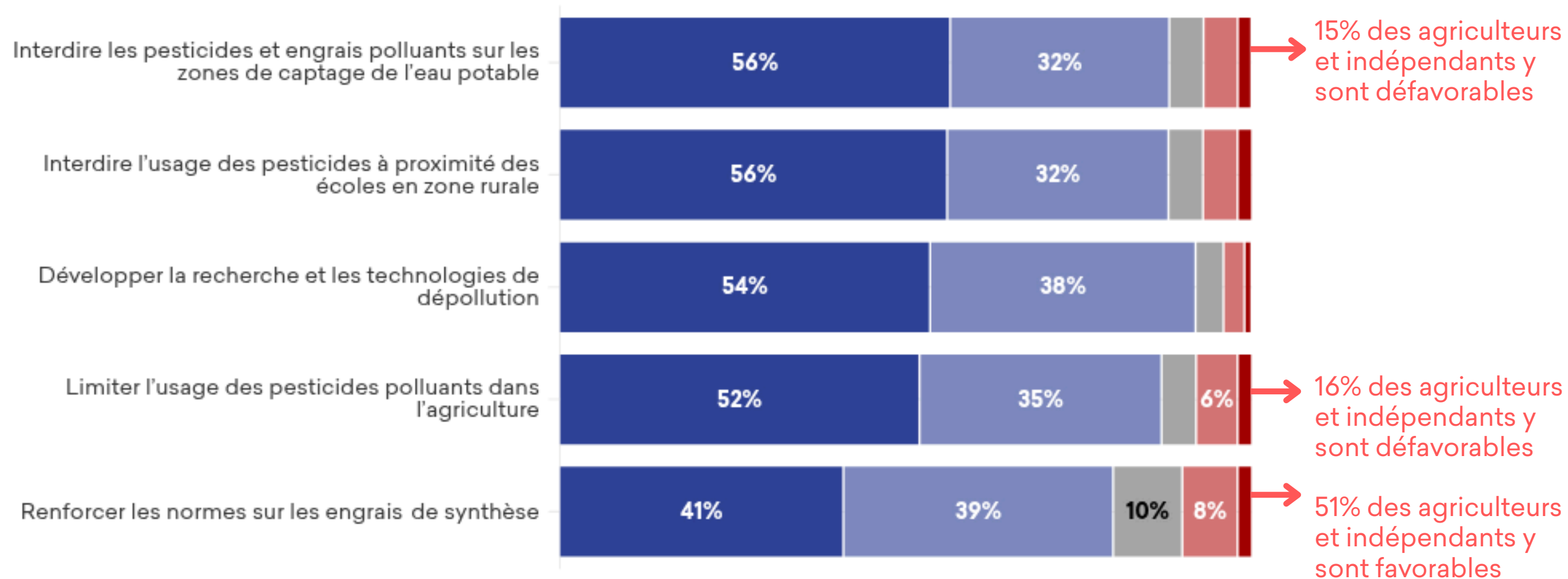
Il existe un net consensus transpartisan autour de l'idée que l'usage des pesticides présente un risque pour les écosystèmes et pour la santé des agriculteurs et des consommateurs et que d'autres alternatives doivent donc être privilégiées.

Les partisans des Républicains et du Rassemblement National sont légèrement plus mitigés sur cette question mais restent très majoritairement alignés avec les autres électors.

Un large consensus sur la volonté de réduire l'usage des pesticides, doublé d'un souci de ne pas accabler les agriculteurs

En ce qui vous concerne, dans quelle mesure êtes-vous plutôt favorable ou défavorable aux mesures suivantes pour réduire la pollution tout en préservant l'économie agricole ?

● Très favorable ● Favorable ● Je ne sais pas ● Plutôt pas favorable ● Pas du tout favorable



Il faut les accompagner vers d'autres alternatives. On peut pas juste leur dire : 'Arrêtez d'utiliser les produits'. On peut pas juste les accabler, c'est pas si simple.

Sophie, 41 ans, Stabilisateurs, Bretagne

Je trouve que c'est compliqué de manger sainement. Je pense aussi que les conditions de travail des agriculteurs deviennent de plus en plus compliquées et il faut pas les accabler.

Virginie, 56 ans, Stabilisateurs, Bretagne

Un sentiment d'incohérence : des règles nationales exigeantes, des importations moins-disantes

L'asymétrie cristallise l'agacement

On autorise l'importation de poulet produit au Brésil qui ne respecte pas les normes que nous on impose à nos éleveurs. Il y a un truc qui est pas cohérent, quoi.

Paul, 33 ans, Stabilisateurs, Bretagne

Comment ces produits-là peuvent être moins chers alors qu'ils viennent de l'autre bout du monde ?

Jonathan, 34 ans, Laissés pour compte, Beauce

On a des fraises à deux euros le kilo à Lidl qui viennent de je sais plus où d'ailleurs alors qu'on en a en France et c'est dommage d'en importer alors qu'on en a.

François, 35 ans, Laissés pour compte, Beauce

Une crainte plus fondamentale de perte de souveraineté

Si on re-développe la souveraineté alimentaire, je pense que c'est pour arrêter cette dépendance en cas de crise.

Alice, 48 ans, Stabilisateurs, Bretagne

Les Français dénoncent une distorsion de concurrence : les agriculteurs français doivent respecter des normes exigeantes, tandis que des produits importés, parfois moins encadrés, sont autorisés et souvent moins chers. Cette situation nourrit un sentiment d'injustice économique et de non-sens sanitaire et écologique.

Ces opinions font écho à l'amendement déposé par des députés RN, LFI et Ecologistes lors des débats sur la projet de loi d'urgence agricole le 20 mai dernier, mais non conforme à la réglementation européenne.

L'inquiétude plus profonde qui s'exprime est celle d'une France qui perdrait sa capacité à produire et se nourrir par elle-même.

On observe ici une tension dans l'opinion entre la volonté d'accroître la production afin de renforcer l'autonomie alimentaire et la crainte qu'un assouplissement des normes environnementales ne compromette la santé des consommateurs.

Empathie unanime envers les agriculteurs

Les agriculteurs perçus comme des acteurs “contraints”

Les Français expriment une empathie largement partagée à l'égard des agriculteurs, vus comme des figures presque sacrificielles qui nourrissent la France en étant contraints par un système économique qui les dépasse.

Le prix que payent nos petits producteurs pour employer des gens. On est un des pays les plus taxés donc forcément c'est compliqué d'être compétitifs.
Bastien, 46 ans, Laissés pour compte, Beauce

Aujourd'hui nos agriculteurs font des métiers qui sont pas forcément faciles, avec beaucoup de normes qu'on leur impose.

Paul, 33 ans, Stabilisateurs, Bretagne

C'est pas du fait des agriculteurs, après c'est tout un système.

Sophie, 41 ans, Stabilisateurs, Bretagne

A l'inverse, les industriels et la grande distribution sont les boucs-émissaires

L'industrie agroalimentaire, accusée de rechercher du profit au détriment des agriculteurs, voire de cacher les effets sanitaires des polluants pour vendre des solutions de dépollution, concentre une forte défiance. La grande distribution est aussi fustigée.

L'industrie d'agrochimie va aider l'agriculteur à s'installer et lui en contrepartie va prendre ses semences et ses produits de traitement chez lui. Et ces industries-là ont aussi les industries pharmaceutiques donc c'est tout bénéf pour eux.

François, 35 ans, Laissés pour compte, Beauce

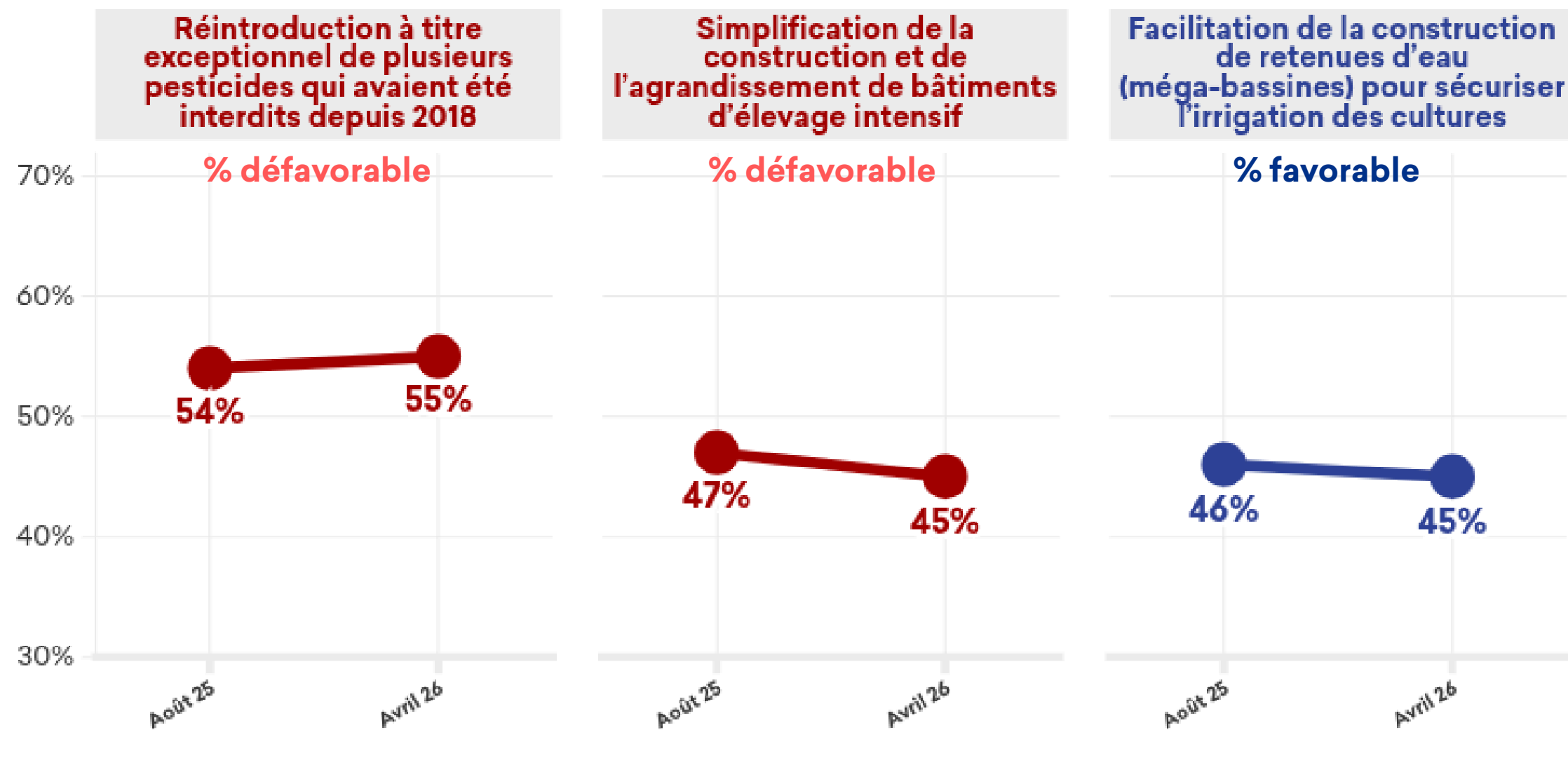
Les grands distributeurs ils ont leur part de responsabilité parce qu'ils sont toujours en train de tirer les prix au plus bas.

Bastien, 46 ans, Laissés pour compte, Beauce

Loi Duplomb : l'opinion stable dans son opposition aux pesticides mais consciente des difficultés des agriculteurs

Personnellement, êtes-vous favorable, défavorable ou partagé à propos de chacune des dispositions suivantes qui figurent dans la loi Duplomb ?

(Question posée avant la censure par le Conseil Constitutionnel de l'article 2)



Source: Destin Commun

C'est un pas en arrière, c'est vraiment dommage. Il y a quand même un vrai impact sur la santé publique et à un moment donné il faudra bien finir par le mettre en place.

Sophie, 41 ans, Stabilisateurs, Bretagne

Nos agriculteurs ils sont bloqués entre le consommateur et les grandes centres de distribution. Si nous on consomme ce genre de produits et qu'ils ne sont pas en capacité de les produire, les grands distributeurs, qu'est-ce qu'ils font ? Ils vont aller chercher la noisette ailleurs.

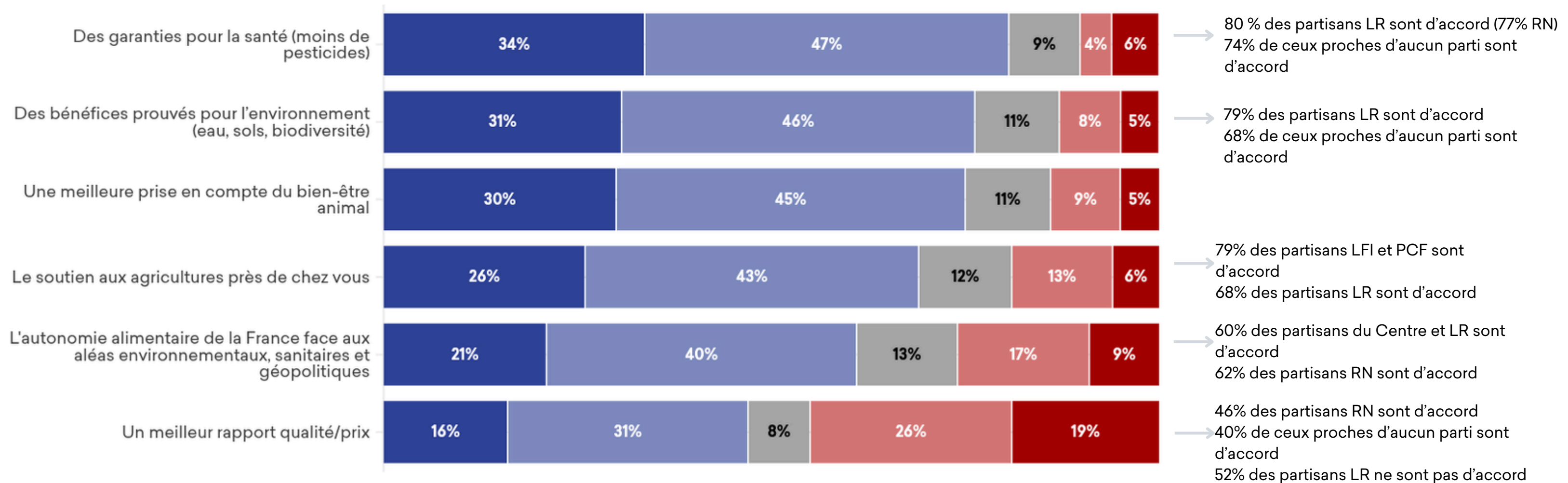
Et donc forcément, les agriculteurs, qu'est-ce qu'ils demandent pour compenser ça ? Ils demandent à avoir le même cahier des charges que la noisette turque, c'est-à-dire utiliser ce fameux pesticide.

Bastien, 46 ans, Laissés pour compte, Beauce

Large consensus sur les bénéfices de l'agriculture biologique pour la protection de la santé humaine et de l'environnement

Diriez-vous que l'agriculture biologique permet...

● Tout à fait d'accord ● Plutôt d'accord ● Je ne sais pas ● Plutôt pas d'accord ● Pas du tout d'accord



Source: Destin Commun, avril 2026, N = 2074

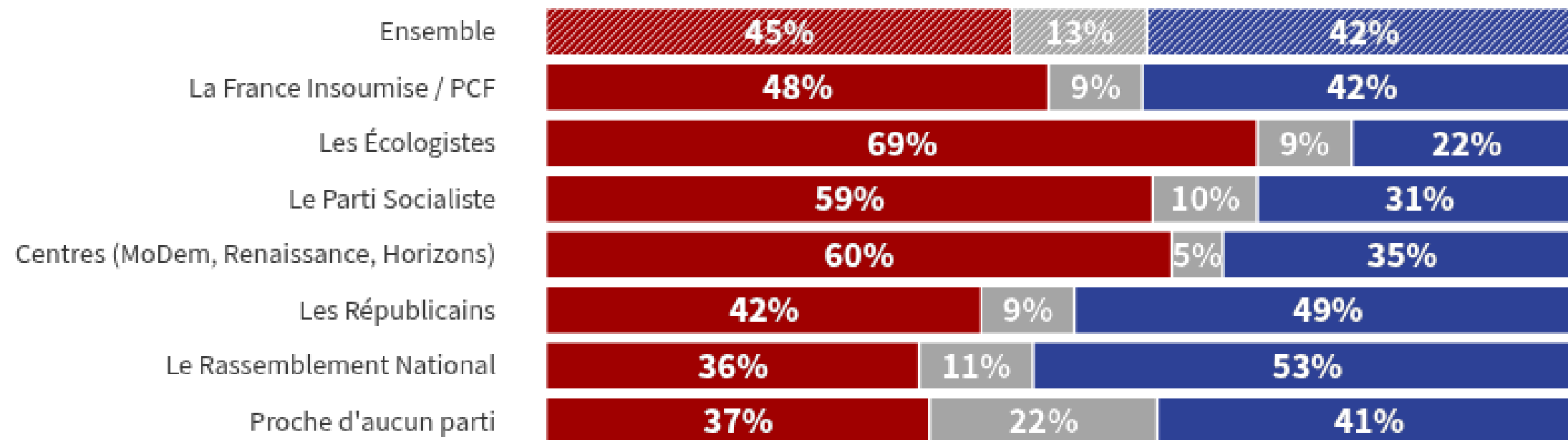
Les Français associent avant tout l'agriculture biologique à des effets sanitaires et environnementaux bénéfiques. Une très large majorité considère que le principal intérêt du bio est de garantir une alimentation plus saine grâce à une utilisation réduite des pesticides (81%) et de préserver l'environnement. Les opinions sont plus mitigées concernant les effets du bio sur la société et l'économie.

En revanche, le bio est moins perçu comme une réponse à la recherche d'autonomie alimentaire de la France. La question du coût reste un frein important : seulement 47% des Français considèrent que le bio offre un meilleur rapport qualité/prix.

Des clivages partisans sur le développement du bio face à l'enjeu du pouvoir d'achat

Laquelle des deux affirmations se rapproche le plus de votre avis.

- Le développement de l'agriculture biologique devrait être une priorité, même si cela entraîne une hausse des prix alimentaires, afin de mieux protéger la qualité de l'eau et des sols
- Je ne sais pas
- Le maintien de prix alimentaires accessibles devrait rester prioritaire, même si cela implique de limiter le développement de l'agriculture biologique et d'accepter un certain niveau de pollution des sols et de l'eau



L'argument du pouvoir d'achat divise les électeurs de gauche sur l'agriculture biologique : les partisans des Écologistes, du PS et du centre soutiennent majoritairement l'idée que le développement de l'agriculture biologique est une priorité environnementale même si le coût des produits bio peut être plus élevé pour les consommateurs.

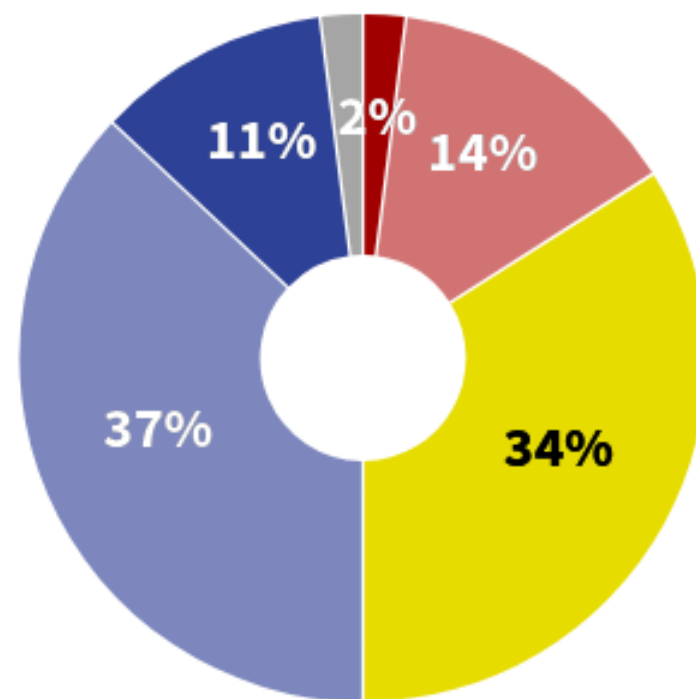
A l'inverse, les partisans proches de LFI/PCF, des Républicains, du RN ainsi que les personnes sans proximité partisane apparaissent plus partagés entre cette priorité environnementale et le maintien de prix alimentaires accessibles.

Pollution de l'air : une préoccupation du quotidien pour les urbains

Une perception globalement positive de la qualité de l'air, mais un décalage entre la perception à l'échelle nationale et locale

Comment évaluez-vous la qualité de l'air dans votre quartier ou votre lieu de vie aujourd'hui ?

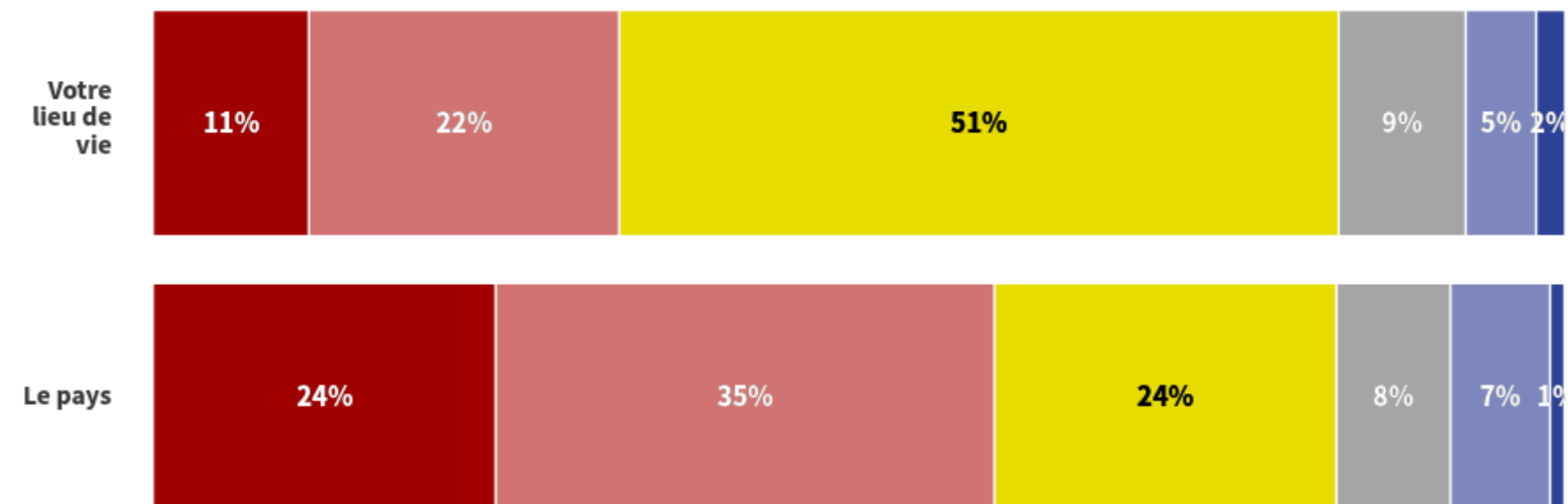
● Très mauvaise ● Plutôt mauvaise ● Ni bonne, ni mauvaise
● Plutôt bonne ● Très bonne ● Ne sait pas



Source: Destin Commun • Avril 2026 • N = 2074

Selon vous, comment la pollution de l'air a évolué au cours des dernières années ?

● Elle a fortement augmenté ● Elle a légèrement augmenté ● Elle est restée stable ● Je ne sais pas
● Elle a légèrement diminué ● Elle a fortement diminué



Source: Destin Commun, Avril 2026, N = 2074

Les Français évaluent positivement la qualité de l'air qu'ils respirent au quotidien : 48% jugent que la qualité de l'air est plutôt bonne voire très bonne. En revanche, alors même que selon la SDES la qualité de l'air en France s'est globalement améliorée avec une réduction de plusieurs polluants (à l'exception de l'ozone), 59% des Français jugent que la pollution de l'air a augmenté au cours des dernières années. Cette appréciation est plus positive cependant à l'échelle de leur lieu de vie : ils sont 51% à estimer que la pollution de l'air y est restée stable. Malgré l'amélioration globale de la qualité de l'air, des dépassements de normes réglementaires européennes subsistent sur certains points du territoire et principalement dans les agglomérations.

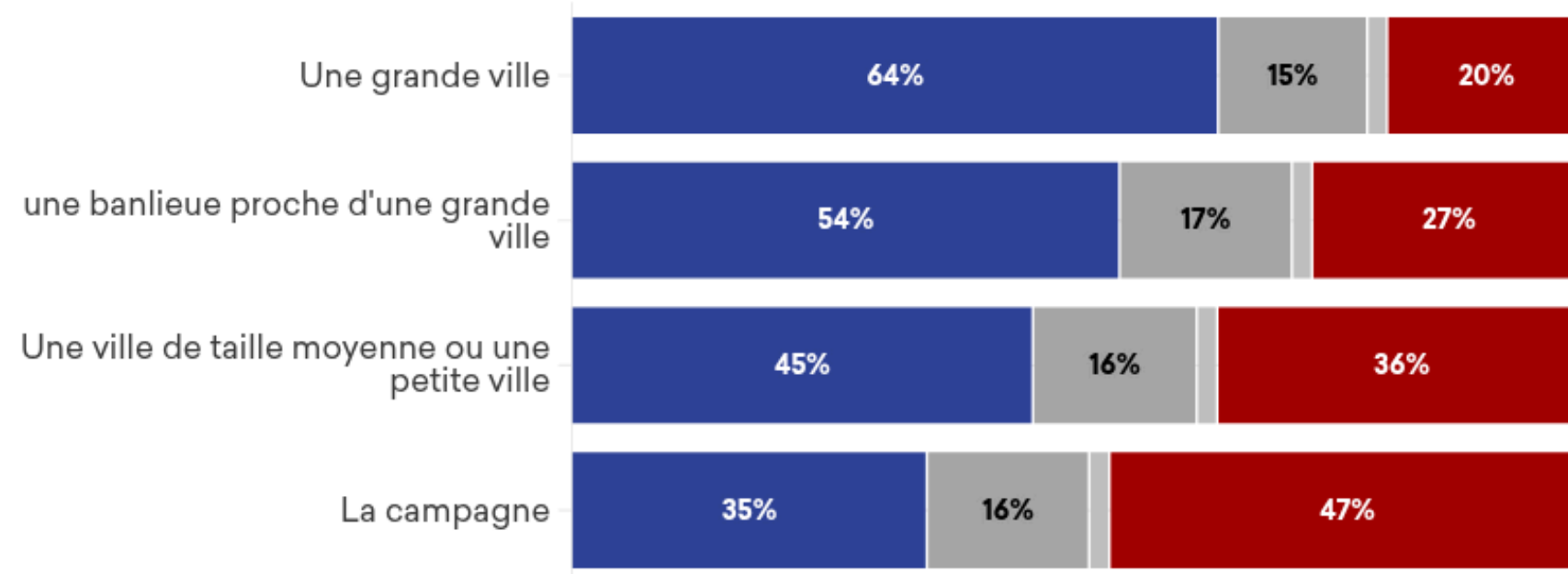
Les citadins plus inquiets que les ruraux sur les niveaux de pollution de l'air qu'ils respirent et de l'eau qu'ils consomment

Je me sens préoccupé(e) par...

la pollution de l'air dans mon quartier ou mon lieu de vie



● Préoccupé(e) ● Neutre ● Ne sait pas ● Pas préoccupé(e)



Les villes sont quand même bien polluées en France mais il y a des endroits assez préservés à la campagne.

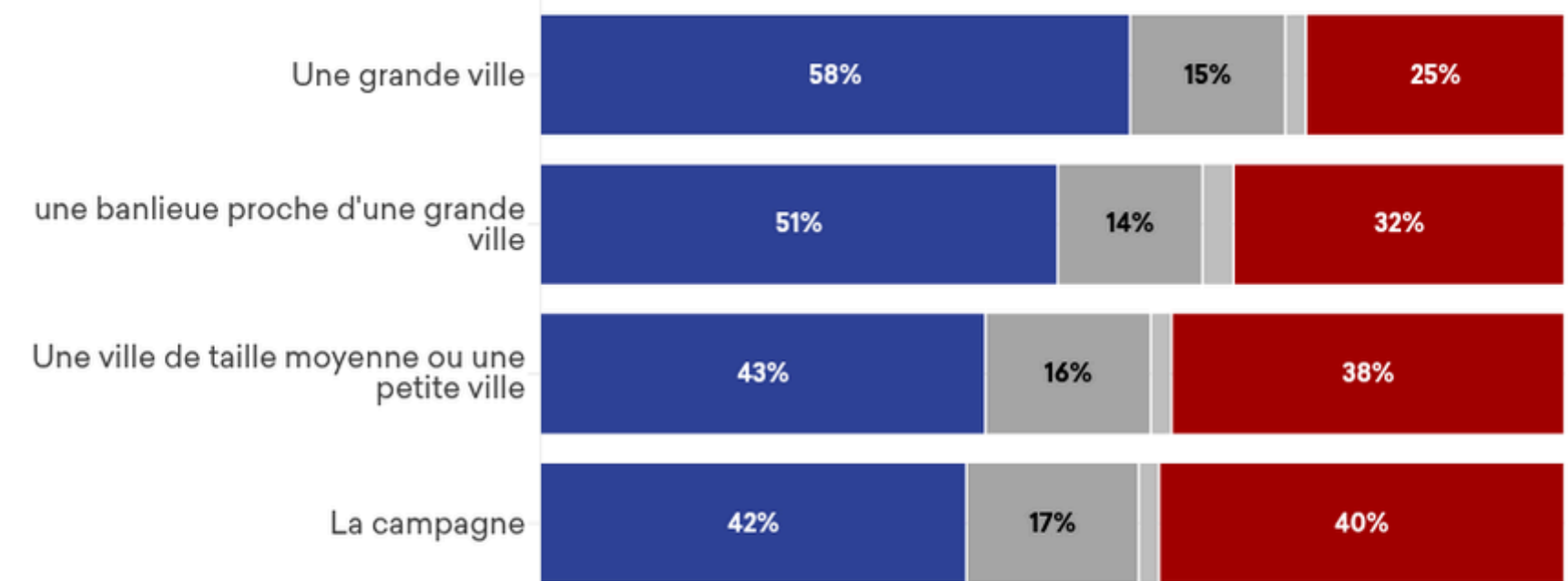
Charlotte, 35 ans, Militants désabusés, Rhône-Alpes

Je me sens préoccupé(e) par...

la pollution de l'eau dans mon quartier ou mon lieu de vie



● Préoccupé(e) ● Neutre ● Ne sait pas ● Pas préoccupé(e)

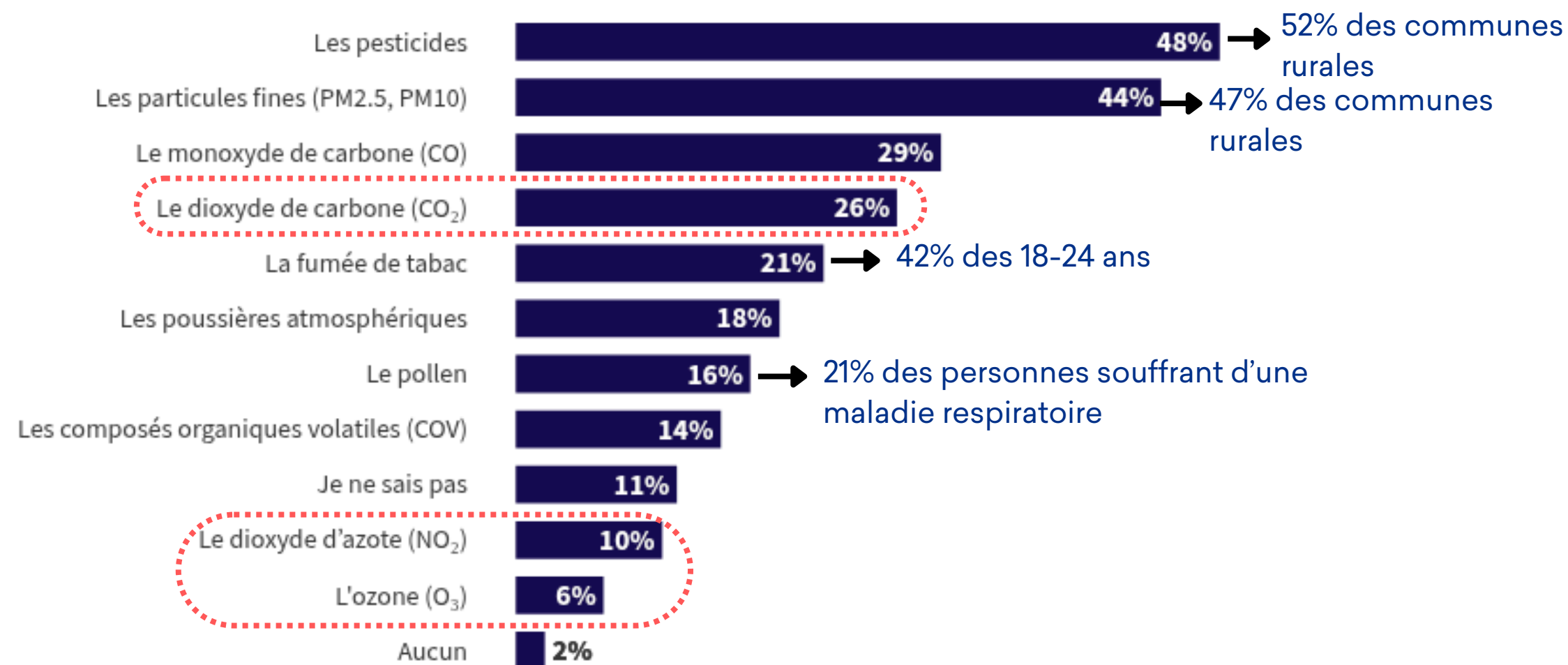


64% des habitants d'une grande ville se disent préoccupés par la pollution de l'air dans leur lieu de vie contre 35% des ruraux. De même, 58% des habitants d'une grande ville se disent préoccupés par la pollution de l'eau dans leur lieu de vie contre 42% des ruraux. Si c'est dans les villes qu'on observe les plus fortes concentrations de polluants, les milieux ruraux et périurbains sont aussi concernés par les pollutions à l'ozone, l'ammoniac et aux pesticides lié à l'agriculture entre autres.

Face à un phénomène complexe, une confusion entre réchauffement climatique et pollution de l'air

Parmi les substances suivantes, qui peuvent être présentes dans l'air que vous respirez, quelles sont celles qui vous inquiètent pour votre santé ?

3 choix maximum



Les Français identifient bien certaines des substances responsables de la pollution de l'air, les particules fines figurant en bonne place dans leurs inquiétudes. Les pesticides arrivent toutefois en tête, reflétant leur forte médiatisation – notamment autour de la loi Duplomb à l'été 2025 et du débat actuel sur la loi d'urgence agricole – davantage que leur nocivité relative du point de vue de la qualité de l'air.

On note par ailleurs une confusion entre pollution de l'air et réchauffement climatique : le CO₂, pourtant sans effet toxique direct sur la santé, est spontanément perçu comme un polluant inquiétant, probablement sous l'effet de campagnes de sensibilisation.






























À l'inverse, le dioxyde d'azote et l'ozone – pourtant parmi les plus toxiques et omniprésents lors des épisodes de canicule – arrivent en bas du classement. Un écart entre risque perçu et risque réel qui constitue un véritable enjeu pour les politiques de santé publique.

Source: Destin Commun • Avril 2026 • N=2074

Causes perçues de la pollution de l'air : le transport routier en tête pour l'ensemble des types de territoires

Selon vous, lesquels des éléments suivants contribuent le plus à la pollution de l'air là où vous résidez ?

3 choix maximum

	Communes rurales	Communes de moins de 20 000 hab	Communes entre 20 000 et 99 000 hab	Communes de plus de 100 000 hab	Agglomération parisienne
Cause N°1	Transport routier 	Transport routier 	Transport routier 	Transport routier 	Transport routier 
Cause N°2	L'agriculture 	L'industrie et les usines 	L'industrie et les usines 	Le manque de végétation 	Le manque de végétation 
Cause N°3	L'industrie et les usines 	L'agriculture 	Le manque de végétation 	La densité urbaine 	La densité urbaine 
Cause N°4	Les tempêtes de poussières 	Les tempêtes de poussières 	La densité urbaine 	L'industrie et les usines 	L'industrie et les usines 
Cause N°5	Le chauffage à charbon de bois 	Le transport aérien 	Les tempêtes de poussières 	Les tempêtes de poussières 	Le transport aérien 
Cause N°6	Le chauffage au fioul/mazout 	Ne sait pas	Le transport aérien 	Le transport aérien 	Les incinérateurs à déchets 

Selon Airparif, la pollution atmosphérique en France provient principalement de deux secteurs : le résidentiel (notamment le chauffage au bois) et le transport routier (qui représente la moitié des émissions de dioxyde d'azote). L'industrie, l'agriculture (épandages), les chantiers et les plateformes aéroportuaires constituent des sources complémentaires significatives selon les territoires.

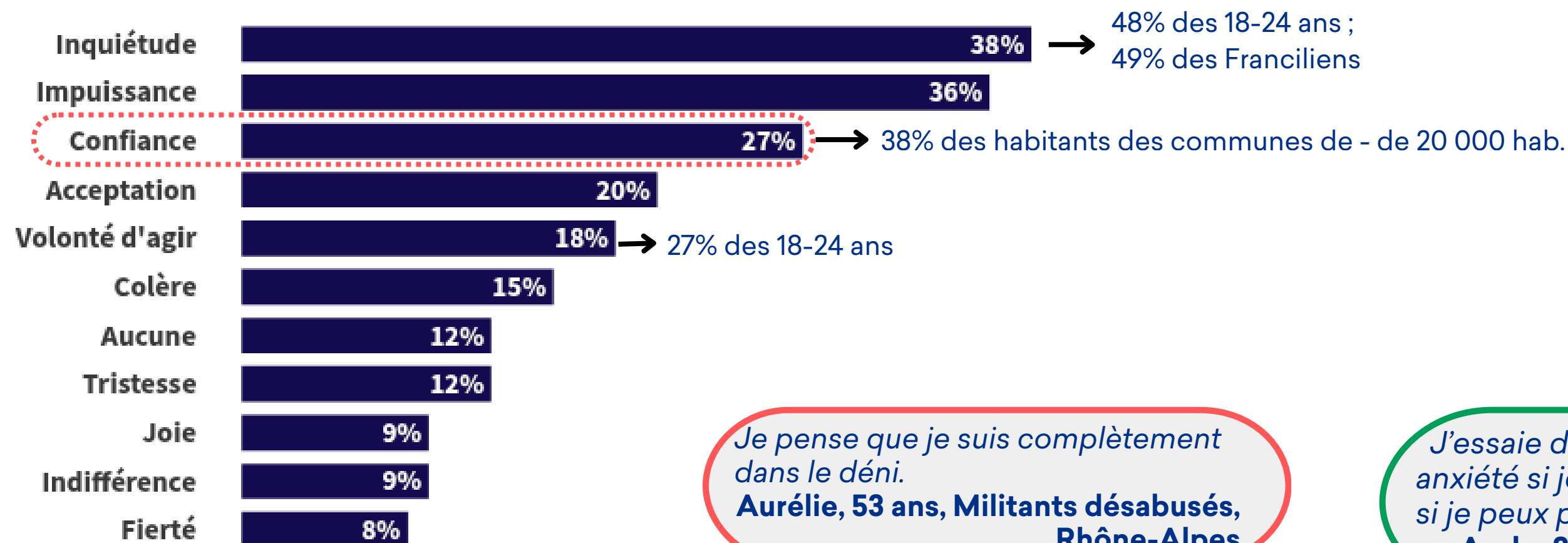
Dans la perception des Français, le transport routier arrive en tête des causes de la pollution de l'air identifiées, dans l'ensemble des types de territoire, et correspond effectivement aux principaux facteurs d'émission de particules fines et de dioxyde d'azote en France.

En revanche, le chauffage résidentiel est très peu identifié parmi les causes de pollution de l'air alors qu'il y contribue de manière non négligeable.

Qualité de l'air : l'ambivalence des Français entre inquiétude, confiance et résignation

Quand vous pensez à la qualité de l'air dans votre quartier ou votre lieu de vie, quelles émotions ressentez-vous ?

3 choix maximum



Si l'inquiétude et l'impuissance arrivent haut dans les sentiments que les Français expriment quant à la qualité de l'air dans leur lieu de vie, la confiance se place en 3ème position. Les Français restent donc relativement confiant sur la qualité de l'air qu'ils respirent au quotidien. Les plus jeunes se disent même prêts à agir pour préserver cette qualité.

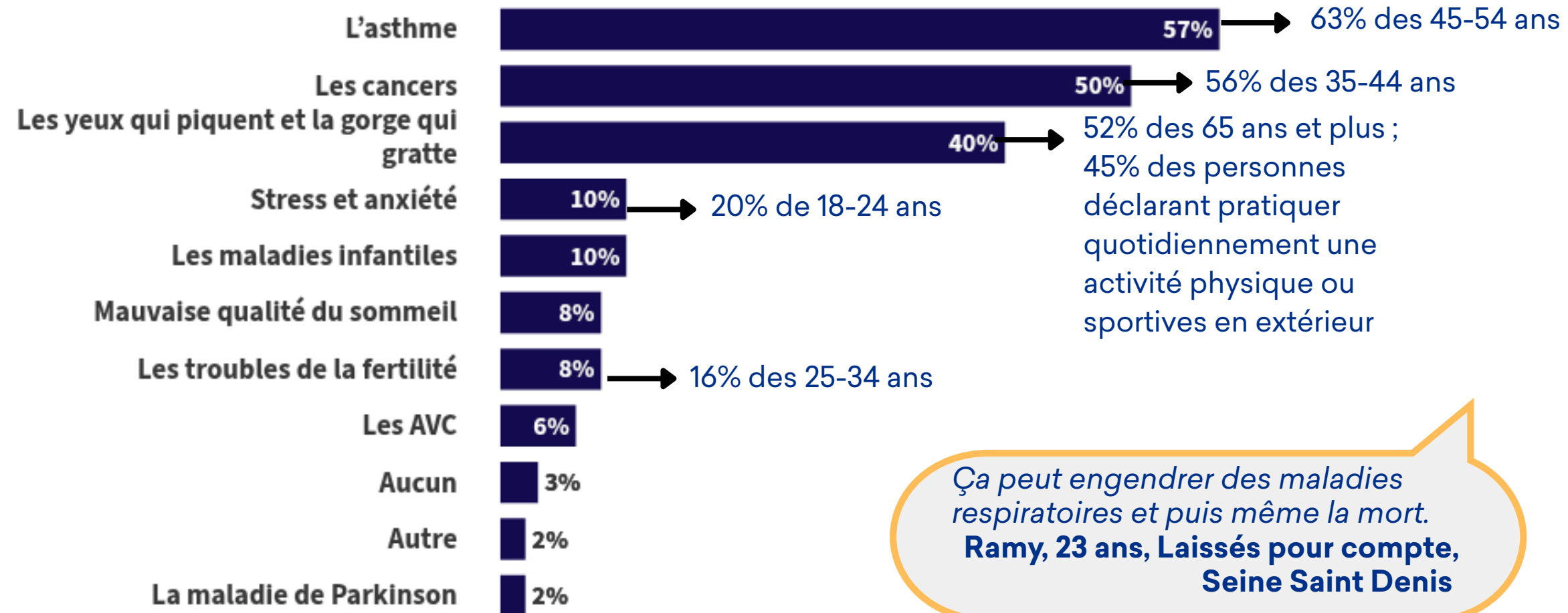
Je pense que je suis complètement dans le déni.
Aurélie, 53 ans, Militants désabusés, Rhône-Alpes

J'essaie de ne pas nourrir cette anxiété si je n'ai pas de prise directe, si je peux pas y faire grand chose.
Aude, 32 ans, Stabilisateurs, Paris

Un consensus sur les 3 premières conséquences sanitaires de la pollution de l'air sur la santé humaine

Quelles sont les conséquences sanitaires que vous associez à la pollution de l'air ?

2 choix maximum



Selon Santé publique France, entre 7 et 20 % des nouveaux cas annuels de maladies chroniques en France hexagonale sont attribuables à la pollution de l'air ambiant d'origine humaine – principalement via l'exposition aux particules fines (PM2,5) et au dioxyde d'azote (NO2) –, touchant aussi bien les voies respiratoires (asthme, BPCO, cancer du poumon) que le système cardiovasculaire (AVC, infarctus, hypertension) et le métabolisme (diabète de type 2).

La compréhension des conséquences sanitaires de la pollution de l'air est largement partagée entre les différents groupes démographiques.

La combinatoire de maladies chroniques graves (cancers), de maladies respiratoires (asthme) et d'effets du quotidien (irritations des yeux et gorge) montre que la pollution de l'air est perçue à la fois comme un danger de long terme et comme une nuisance du quotidien.

Pollution de l'air : insouciance et fatalisme liés à un phénomène invisible et perçu comme inhérent à l'activité humaine

Un sujet d'inquiétude de long terme

Je me réveille pas tous les matins en pensant à ça mais je pense que le risque est là et que certainement dans les années à venir il y aura des nouveaux scandales qui vont apparaître et on critiquera sans doute certaines de nos pratiques aujourd'hui.

Virginie, 56 ans, Stabilisateurs, Bretagne

Littoraux : une moindre préoccupation

J'ai grandi en région parisienne. La vérité ici c'est sympa. Il y a la mer, l'air, il est frais. Franchement, pour moi c'est pas pollué, même en centre-ville, il y a quand même le vent marin qui balaye assez régulièrement.

Pascal, 44 ans, Laissés pour compte, Bouches-du-Rhône

La crainte de l'exposition prolongée

On baigne dedans, on s'en rend pas compte mais à long terme, le corps trinque, il y a pas photo. Après qu'est-ce qu'on peut faire ? C'est soit on part en province, soit on reste où on est. On a pas le choix.

Jean-Michel, 65 ans, Laissés pour compte, Seine Saint Denis

Un sujet encore peu documenté et médiatisé

Tant que ça fait pas la une des journaux, j'ai envie de dire qu'on se sent pas concernés.

Laurent, 48 ans, Stabilisateurs, Bretagne

Un phénomène imperceptible tant qu'il n'est pas critique

Je crois que tant qu'on sera pas dans le smog avec des masques obligatoires, on réussira tous, sans exception, à ne pas voir ce qui se passe. C'est le propre de l'être humain.

Marc, 62 ans, Militants Désabusés, Rhône-Alpes

L'idéalisation de la période Covid

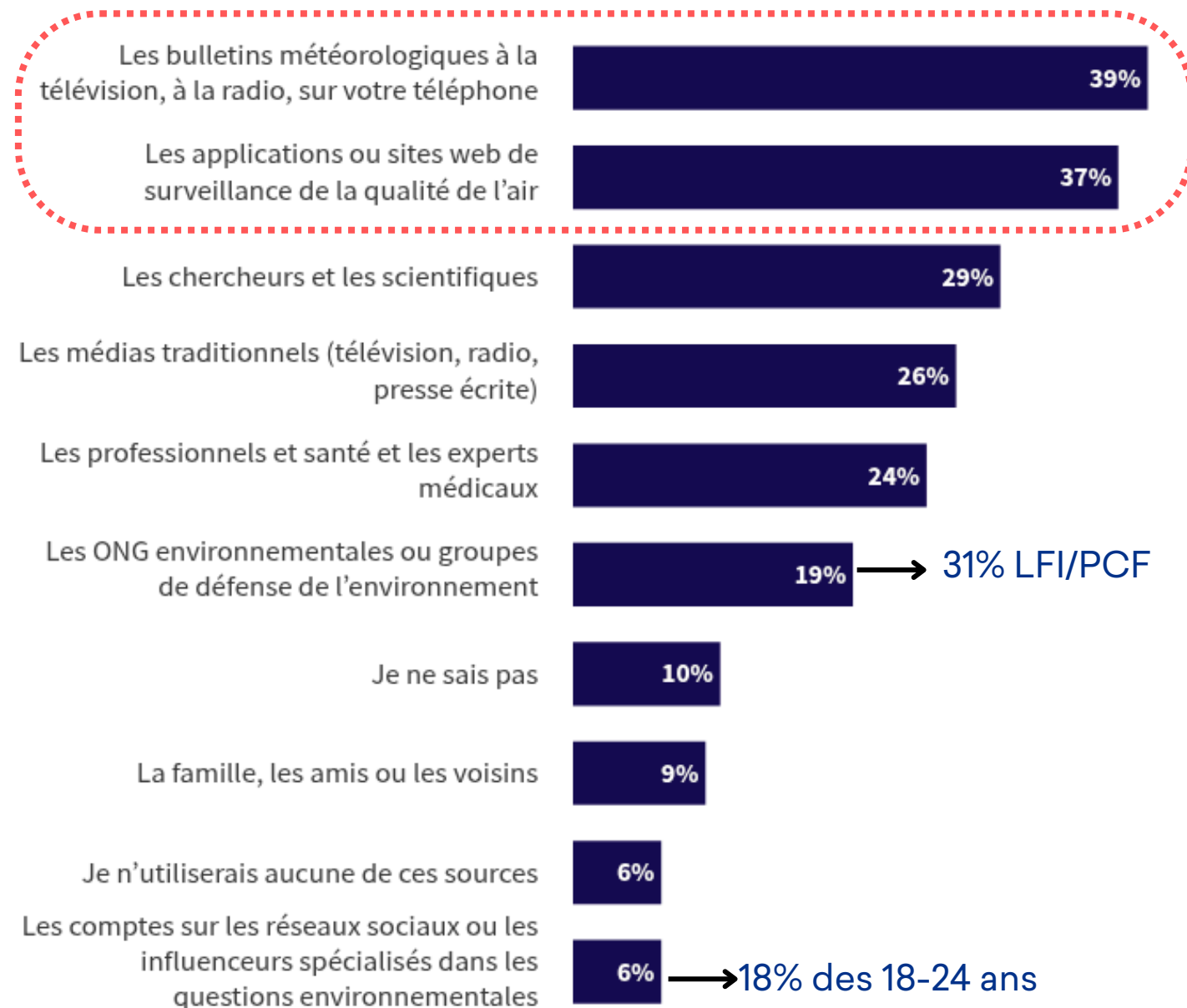
On a pu faire la différence entre aujourd'hui et quand c'était le COVID et qu'il y avait plus de bateaux, plus d'avions, plus de voitures. Et là, vraiment, on se rend compte que c'est plus facile de respirer quand il y a pas des pots d'échappement partout.

Nathalie, 56 ans, Laissés pour compte, Bouches-du-Rhône

S'informer sur la pollution de l'air : des bulletins météo aux applications

Où iriez-vous chercher de l'information sur l'état de la pollution de l'air ?

3 choix maximum



Les Français disent entendre parler de la qualité de l'air via les bulletins météo, sur leurs téléphones dans les applications météo ou via les associations agréées pour la surveillance de la qualité de l'air (AASQA) comme Airparif ou Atmo en région. Certains disent aussi avoir l'information sur la route en conduisant.

En revanche, cette information brute ne se traduit pas toujours par une modification de comportement.

On va dire qu'on le ressent pas parce que on y est habitué mais on est au courant quand on roule sur l'autoroute et qu'ils nous disent : "Pic de pollution réduisez votre vitesse" quand on va à Paris, le périph, il est à 50.
Vanessa, 36 ans, Laissés pour compte, Seine Saint Denis

Quand on va se baigner et qu'on dit: "Aujourd'hui la qualité de l'eau est moyenne", on va faire attention. Je regarde le petit drapeau et suivant la couleur du drapeau, je me baigne pas.
Donc peut-être qu'on n'est pas bien informés. Et si on l'était un peu plus, on prendrait d'autres précautions.
Nathalie, 56 ans, Laissés pour compte, Bouches-du-Rhône

Moi qui suis allergique, je regarde parfois les publications de l'ARS
Marlène, 48 ans, Stabilisateurs, Paris

Peu d'actions individuelles pour se protéger de la pollution de l'air

Avez-vous vous déjà effectué les actions suivantes au cours des 12 derniers mois ?

% Oui

Aux intitulés qui sont suivis d'un astérisque, ajouter "en raison de la pollution de l'air"



J'étais dans une rue très passante et j'ai déménagé sur Vaulx-en-Velin dans un quartier plus pavillonnaire pour pouvoir respirer un peu mieux.

Jean-Baptiste, 44 ans, Militants désabusés, Rhône-Alpes

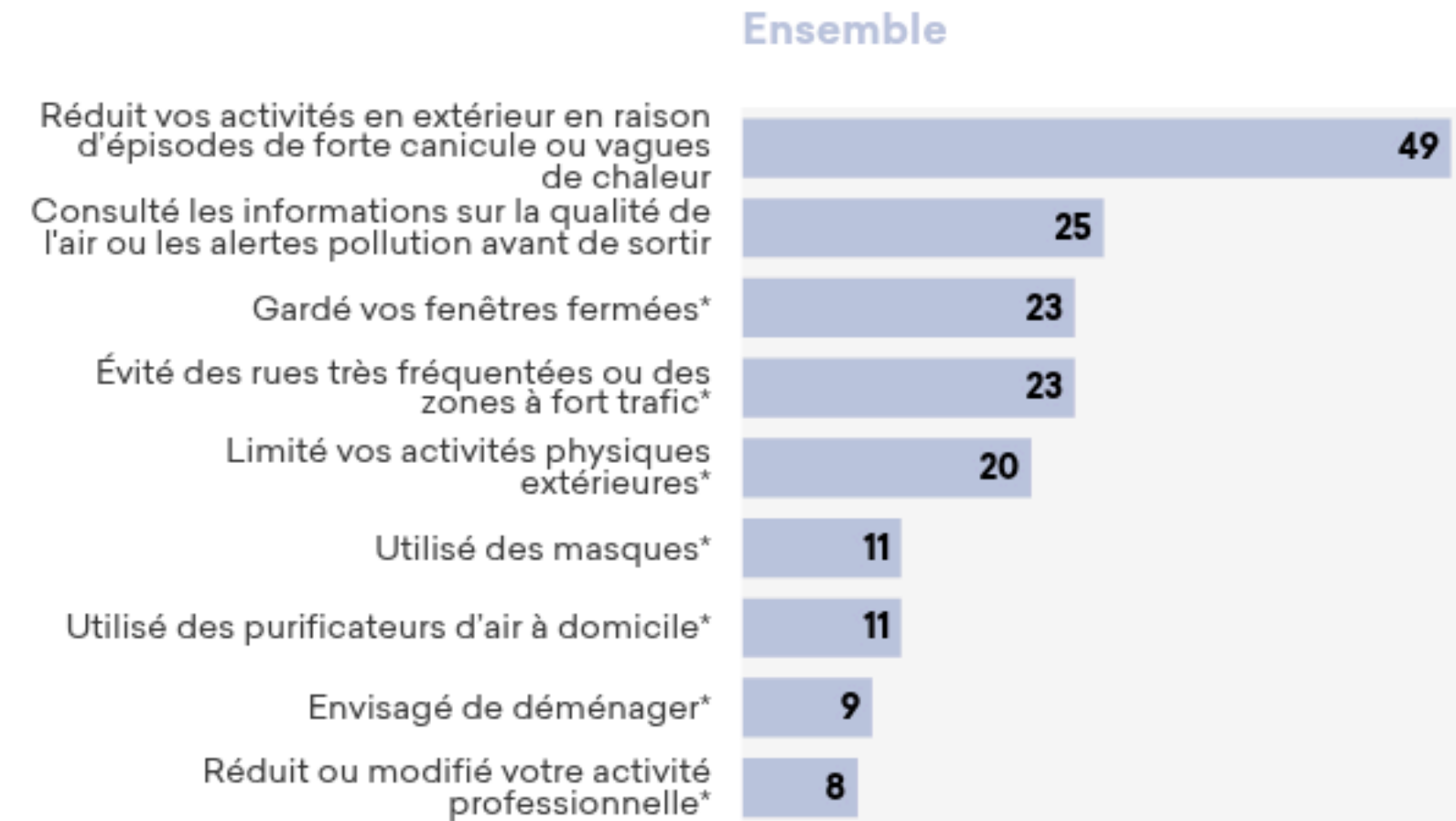
Je vais être vigilante mais je vais pas braquer non plus mon programme de la journée.

Marlène, 48 ans, Stabilisateurs, Paris

Avez-vous vous déjà effectué les actions suivantes au cours des 12 derniers mois ?

% Oui

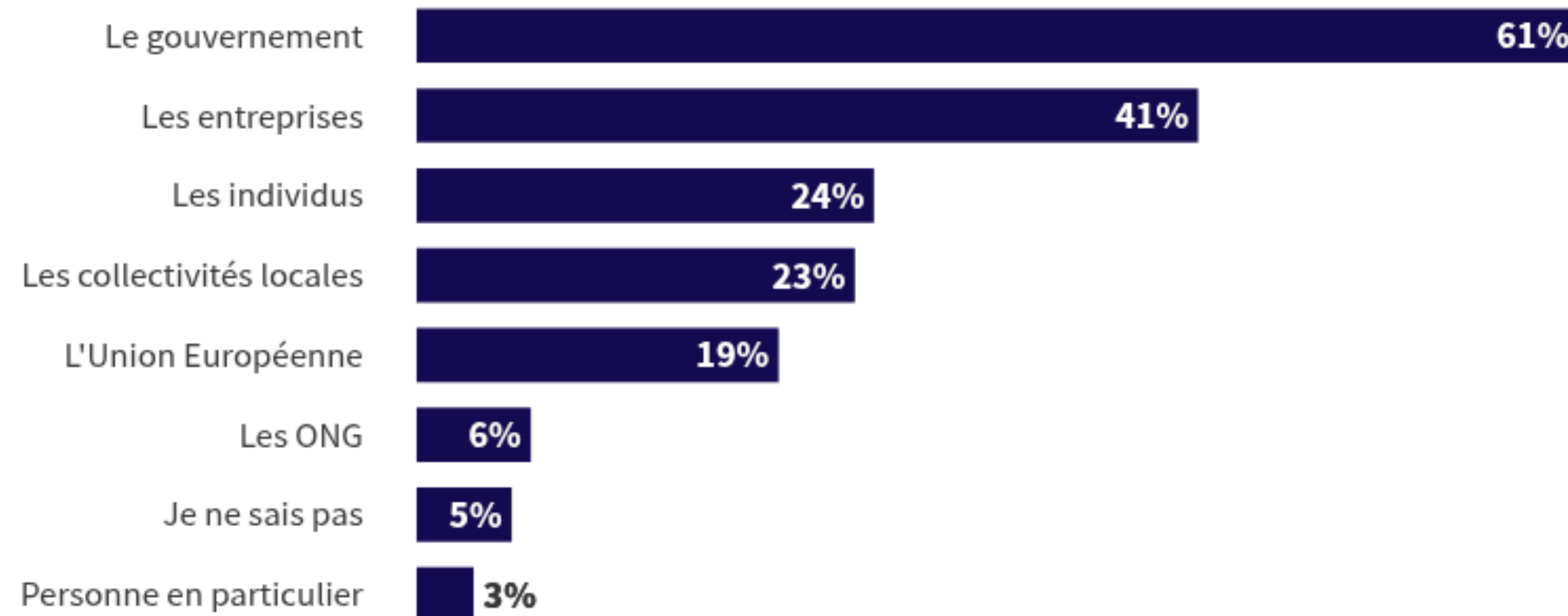
Aux intitulés qui sont suivis d'un astérisque, ajouter "en raison de la pollution de l'air"



Une attente importante d'action et de régulation par les pouvoirs publics

Selon vous, qui devrait prendre le plus de responsabilité pour prévenir et réduire la pollution en France ?

2 choix maximum



Source: Destin Commun • Avril 2026 • N = 2 074

Les Français attendent d'abord une action de la part du gouvernement pour impulser des mesures permettant de préserver la qualité de l'air.

Tous les électors mettent le gouvernement et les entreprises en tête, mais ils divergent ensuite : les partisans écologistes placent l'UE en 3^e position, tandis que ceux des Républicains et du RN désignent les collectivités territoriales.

On a une responsabilité nous en tant qu'habitants de ces villes.

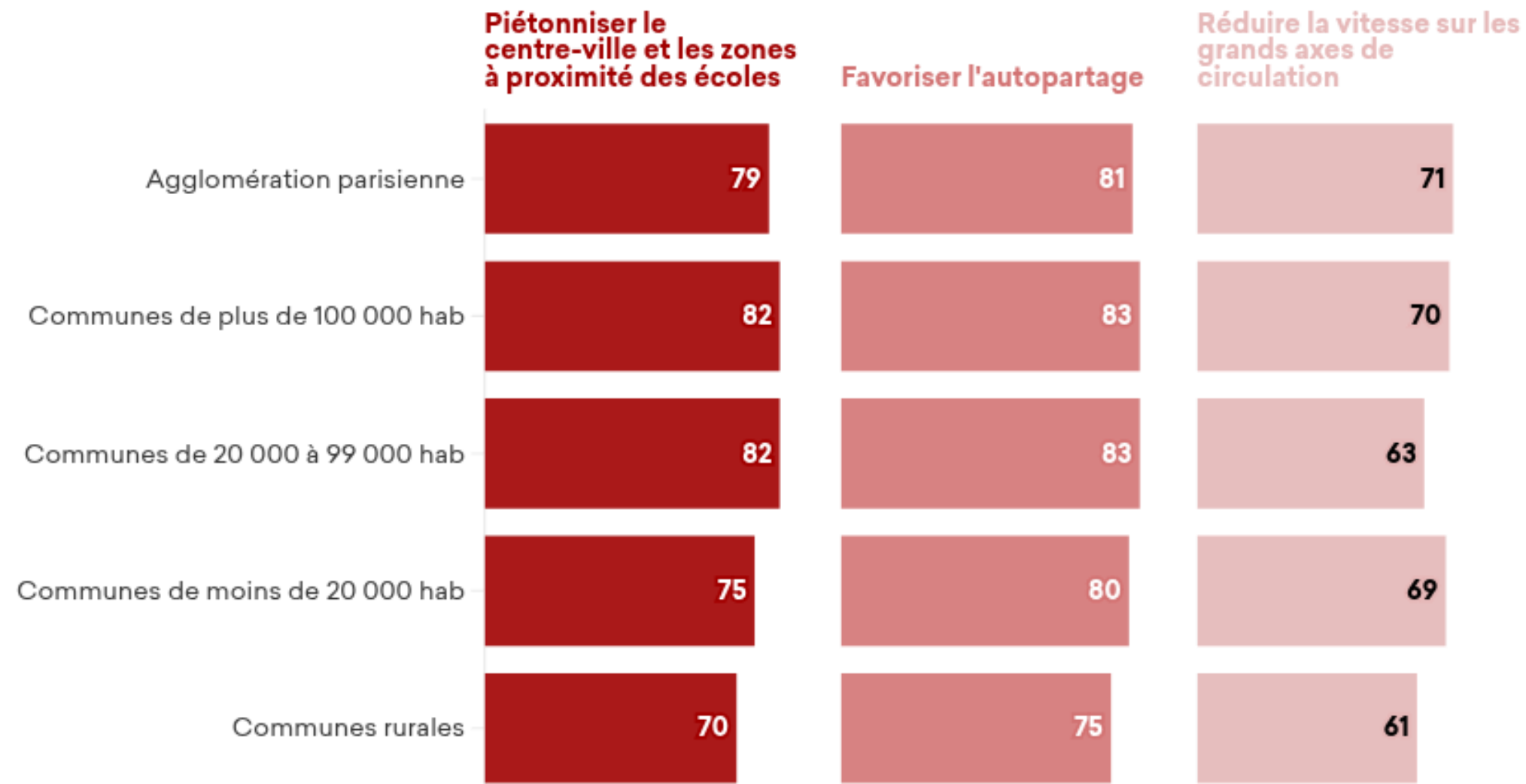
Stéphanie, 55 ans, Stabilisateurs, Paris

Il faudrait que ce soient les grosses entreprises et le gouvernement qui prennent les mesures et qu'on nous impose pas des choses financières compliquées. Et qu'ils prennent les mesures financières pour qu'on puisse nous aussi devenir écologiques.

Vanessa, 36 ans, Laissés pour compte, Seine Saint Denis

Piétonnisation des centre-ville, autopartage, réduction de la vitesse : des mesures consensuelles mais plus d'adhésion chez les urbains

Êtes-vous favorables ou défavorables à ce que votre commune mette en place ou amplifie ces différentes mesures dans les années à venir pour lutter contre la pollution de l'air ?



Au-delà de l'adhésion massive de principe aux mesures de transition des mobilités, les chiffres des pratiques montrent un réel potentiel d'action : si 81% des Français se disent favorables à l'autopartage, seuls 38% ont déjà pratiqué le covoiturage et 17% seraient prêts à le faire (Source : Destin Commun, Janvier 2026).

Les urbains se montrent un peu plus favorables que les ruraux à la réduction de la vitesse sur les grands axes de leur commune, et à la piétonnisation des centres-villes dans leur commune.

Des urbains largement en accord avec le principe de réduire la place de la voiture en hyper-centre

Je pense que réduire la place de la voiture en ville est une évidence absolue, totale, une priorité extrême.

Marc, 62 ans, Militants désabusés, Rhône-Alpes

Moi je voudrais pas qu'il y ait autant de voitures. J'ai un problème visuel donc je conduis plus et je me débrouille autrement. Et finalement, oui moi aussi j'ai perdu en autonomie, moi aussi ça m'embête mais j'ai pas eu le choix. En fait, le problème, c'est que personne ne veut rien lâcher.

Nathalie, 56 ans, Laissés pour compte, Bouches-du-Rhône

Je sais pas comment font les personnes qui conduisent à Paris et le font au quotidien pour aller au travail ou autre. Parce que moi, franchement, je pense que ça me rendrait fou.

Lucas, 34 ans, Stabilisateurs, Paris

mais dont l'usage de la voiture individuelle reste associé à la facilité, l'autonomie et le plaisir

Je me verrais pas faire du covoiturage avec ma fille, je suis loin des transports, c'est pas accessible. Si on me mettait des transports dans mon quotidien: "il y a un bus qui récupère les enfants à telle heure". Peut-être qu'à ce moment-là je prendrai les transports en commun pour aller travailler.

Lila, 37 ans, Laissés pour compte, Bouches-du-Rhône

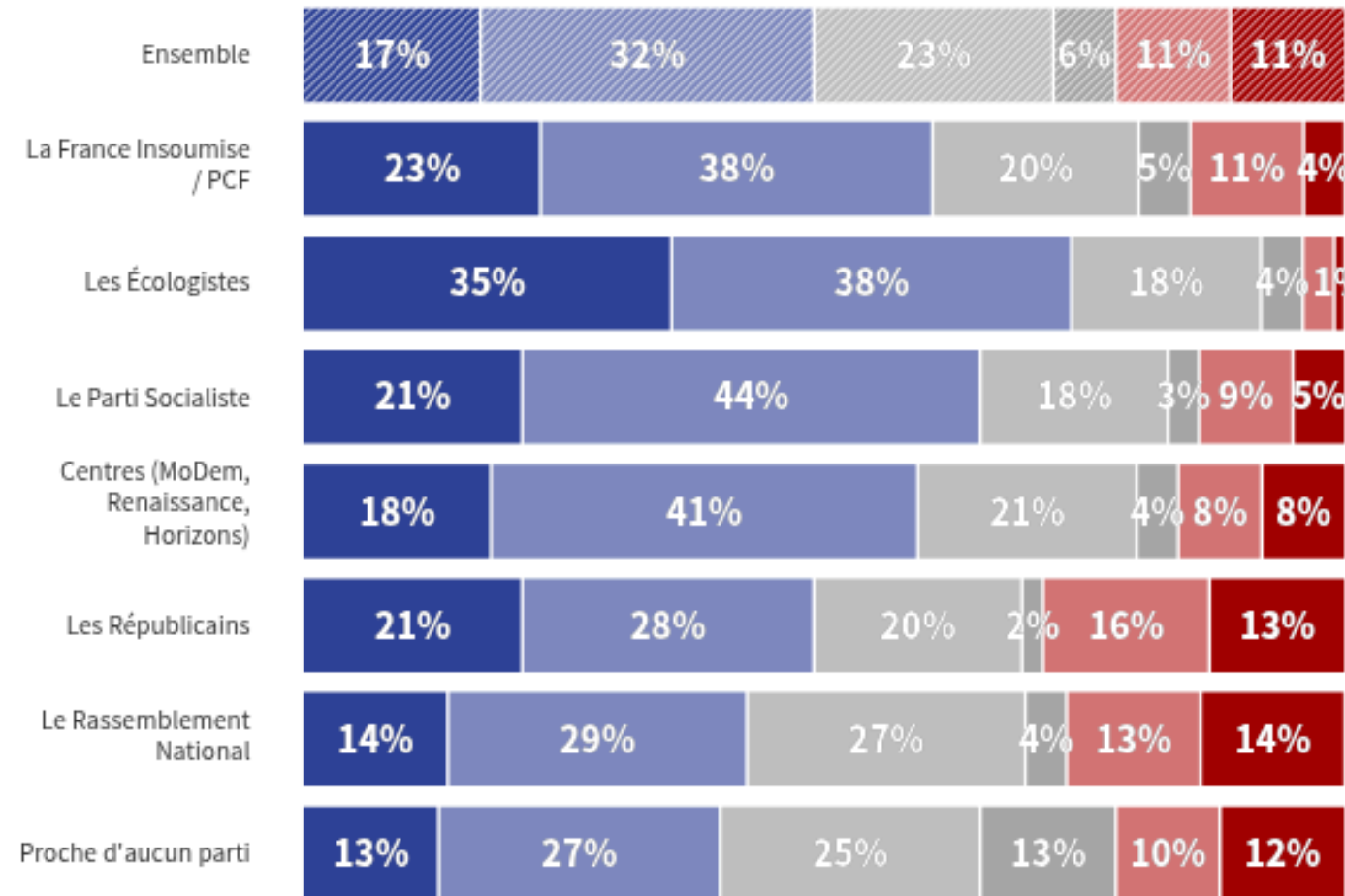
J'ai acheté une voiture, c'est pour m'en servir. Je suis désolé pour les autres. J'aime bien être indépendant. Je fais ce que je veux, où je veux. J'ai pas à supporter les transports en commun. Je l'ai fait dans ma jeunesse, ça m'a sevré, c'est bon.

Pascal, 43 ans, Laissés pour compte, Bouches-du-Rhône

ZFE : pas de rejet du principe mais une réforme nécessaire

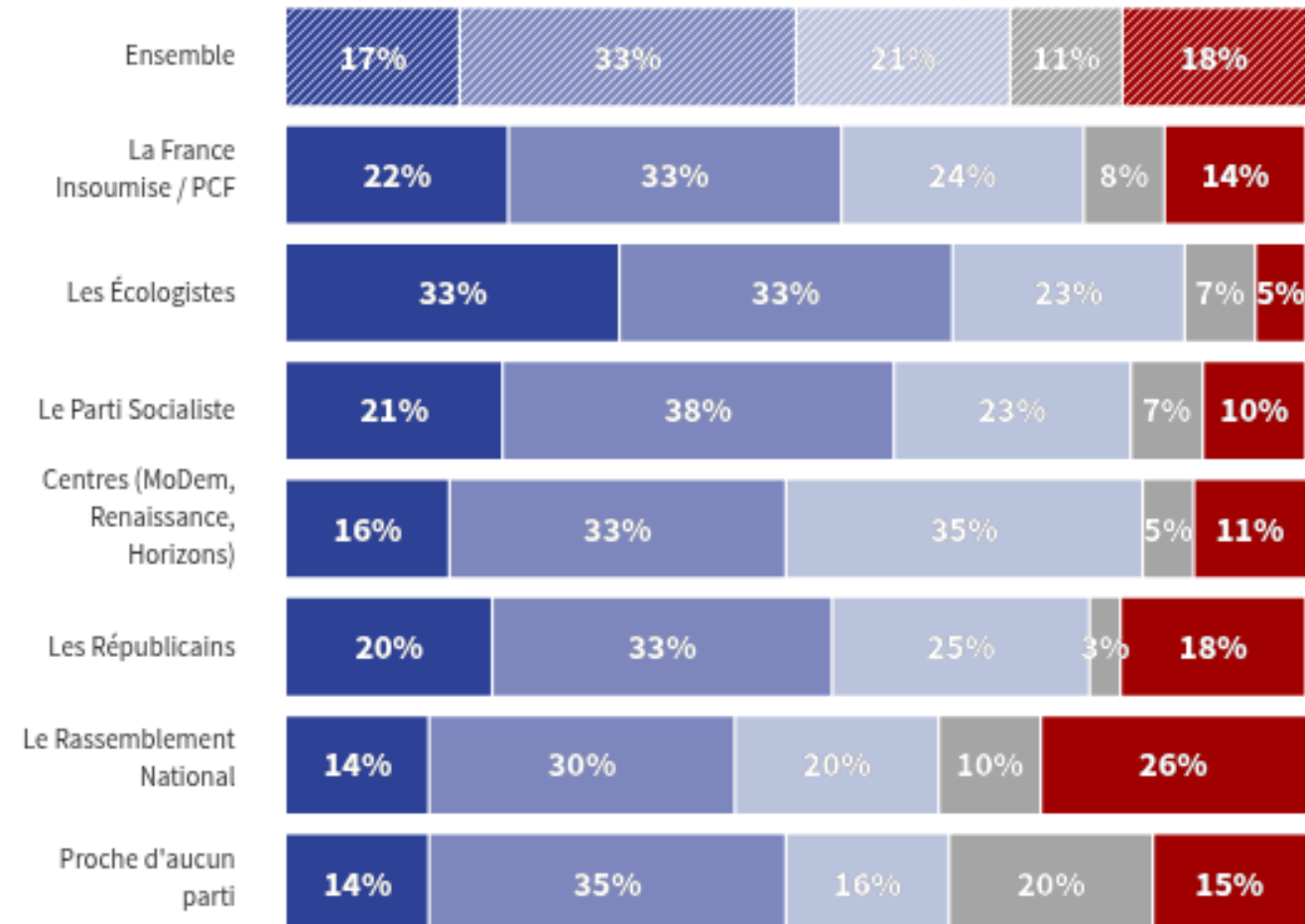
En France, des villes ont mis en place des zones à faibles émissions (ZFE) visant à contraindre ou limiter l'accès au centre-ville des véhicules les plus polluants, notamment pour lutter contre les pollutions de l'air et sonores. Pensez-vous que ce type de mesure est une bonne ou mauvaise chose ?

■ Une très bonne chose
■ Plutôt une bonne chose
■ Ni une bonne ni une mauvaise chose
■ Je ne sais pas
■ Plutôt une mauvaise chose
■ Une très mauvaise chose



Avec laquelle des affirmations suivantes sur la restriction de la circulation dans les villes pour lutter contre la pollution de l'air êtes-vous le plus d'accord ?

- Les ZFE sont une bonne idée, et le plus grand nombre peut s'adapter et bénéficier à long terme de leurs effets
- Les ZFE sont une bonne idée, mais elles rendent le quotidien difficile pour beaucoup de personnes
- Les ZFE sont une bonne idée mais on devrait repenser leurs modalités
- Je ne sais pas
- Les ZFE sont une mauvaise idée et devraient être supprimées



Les mesures comme la ZFE c'est des mesures qui sont pertinentes mais il aurait fallu développer les parkings relais et de quoi s'acheminer jusqu'aux portes de la ville. Et ça, ça a pas été fait avant, donc forcément ça bloque.

Loïc, 25 ans, Militants désabusés, Rhône-Alpes

On met en place des choses, on communique, et après on fait du rétropédalage, mais ça sert à quoi ? Fallait pas faire la ZFE comme ça. C'est vraiment mal géré c'est du n'importe quoi.

Kaïna, 50 ans, Laissés pour compte, Seine-Saint-Denis

Des franciliens tributaires des transports en commun au quotidien

Ile-de-France : un réseau dense mais fortement centralisé et inégal en fiabilité

C'est très bien desservi. En tout cas on est à dix minutes de Paris en prenant le métro ligne 5.

Ramy, 23 ans, Laissés pour compte, Seine-Saint-Denis

On est à 15 minutes de Nation. On prend la A. Une des meilleures lignes d'Ile de France.

Kaïna, 50 ans, Laissés pour compte, Seine-Saint-Denis

Entre banlieues c'es vrai que c'est pas simple. Pour aller à Rosny faut prendre un tram, puis un bus puis un train... alors que c'est à côté, en voiture, c'est à 10 minutes quoi.

Ramy, 23 ans, Laissés pour compte, Seine-Saint-Denis

Des usages tributaires des aléas et des flux

De nombreux aléas

Il y a le RER B mais ça reste le RER B... je peux être en 30 minutes sur Paris comme des fois ça peut mettre 1 heure. Avant on avait des directs Aulnay - Gare du Nord en 10 minutes maintenant il ya plus ces directs et c'est devenu plus compliqué.

Gaëlle, 35 ans, Laissés pour compte, Seine-Saint-Denis

Des transports très fréquentés

Je les utilise le weekend car j'ai besoin de ma voiture pour travailler donc j'ai pas ce degré de pénibilité mais je le comprends quand je me retrouve dans un wagon complètement congestionné.

Stéphanie, 55 ans, Stabilisateurs, Paris

Des bus lents et trop peu fiables

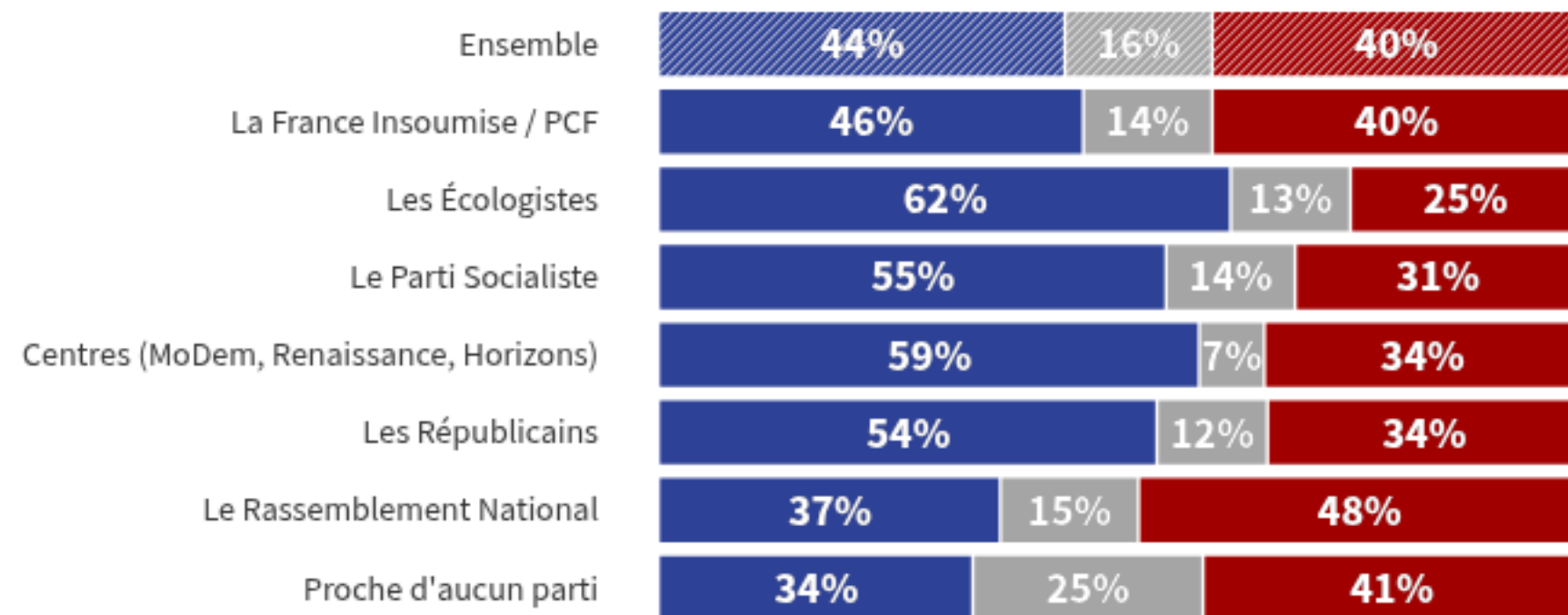
Ça a son charme mais faut pas être pressé.

Aude, 32 ans, Stabilisateurs, Paris

Coût des transports en commun : un sujet clivant politiquement

Laquelle de ces deux affirmations se rapproche le plus de votre avis.

- Il vaut mieux investir davantage dans les transports en commun, quitte à augmenter le prix des tickets
- Je ne sais pas
- Il vaut mieux éviter l'augmentation du prix des tickets, quitte à limiter les investissements dans les transports en commun



Les Français sont mitigés sur l'arbitrage entre investir dans les transports en commun et éviter l'augmentation du prix des tickets. Le soutien à l'investissement dans les transports en commun, quitte à ce que cela se traduise par une augmentation des tarifs, traverse les électors de la gauche aux Républicains. Les partisans RN et ceux qui ne se déclarent proches d'aucun parti préfèrent le statu quo.

Le pass Navigo c'est quand même 46 euros puisqu'on paye la moitié du prix et c'est pas du tout cher vu le nombre de bus, métro, tram, RER qu'on prend, c'est cadeau.

Jean-Michel, 65 ans, Laissés pour compte, Seine-Saint-Denis

Le problème n'est pas de payer, mais c'est derrière, il faut avoir de la qualité. On a l'impression qu'on paye plus et qu'on nous retire de la qualité

Gaëlle, 35 ans, Laissés pour compte, Seine-Saint-Denis

Rien n'est gratuit, si on veut des transports de qualité, il faut pas s'imaginer que ça tombe du ciel.

Raphaël, 43 ans, Stabilisateurs, Paris

Un besoin important d'exemplarité pour juger acceptables des mesures contraignantes

Le gouvernement c'est eux qui appliquent les lois et c'est eux qui font pire : réduire le périph à 50 mais eux ils prennent pas de covoiturage, ils prennent des jets privés. Ils donnent pas l'exemple en vrai.

Ramy, 23 ans, Laissés pour compte, Seine-Saint-Denis

Si on fait des choses plus écologiques, c'est bien, mais je trouve qu'avant d'imposer des choses en gros, il faut que chacun fasse à sa petite échelle.

Gaëlle, 35 ans, Laissés pour compte, Bouches-du-Rhône

Moi, pollution ça me fait penser au 1% de très riches qui utilisent leur jet privé et qui me demandent à moi de faire attention à la planète.

Imane, 30 ans, Militants Désabusés, Rhône-Alpes

Je suis à côté du port, quand je vois le paquebots qui viennent, ils crachent des fumées noires mais des ténèbres... C'est là-dessus qu'on devrait se battre, sur les industriels, sur ceux qui ont vraiment une grosse nocivité. Moi à mon niveau, j'essaie de faire au mieux mais je pense pas que c'est moi qui pourris la planète.

Pascal, 43 ans, Laissés pour compte, Bouches-du-Rhône

Les efforts pour adopter des comportements vertueux pour leur santé et l'environnement n'ont pas le même coût pour l'ensemble des Français en fonction du lieu de vie et du niveau de précarité.

Les Français les plus précaires acceptent difficilement les efforts individuels que nécessite la lutte contre la pollution de l'air s'ils ont le sentiment qu'il n'y a pas de régulation à l'égard des plus gros pollueurs, industries et entreprises en tête. Au niveau individuel, la question des jets privés est emblématique de ce sentiment d'injustice.

Méthodologie de l'étude



**Destin
Commun**
More in Common France

La méthodologie de Destin Commun : analyser la société française au prisme des systèmes de valeurs

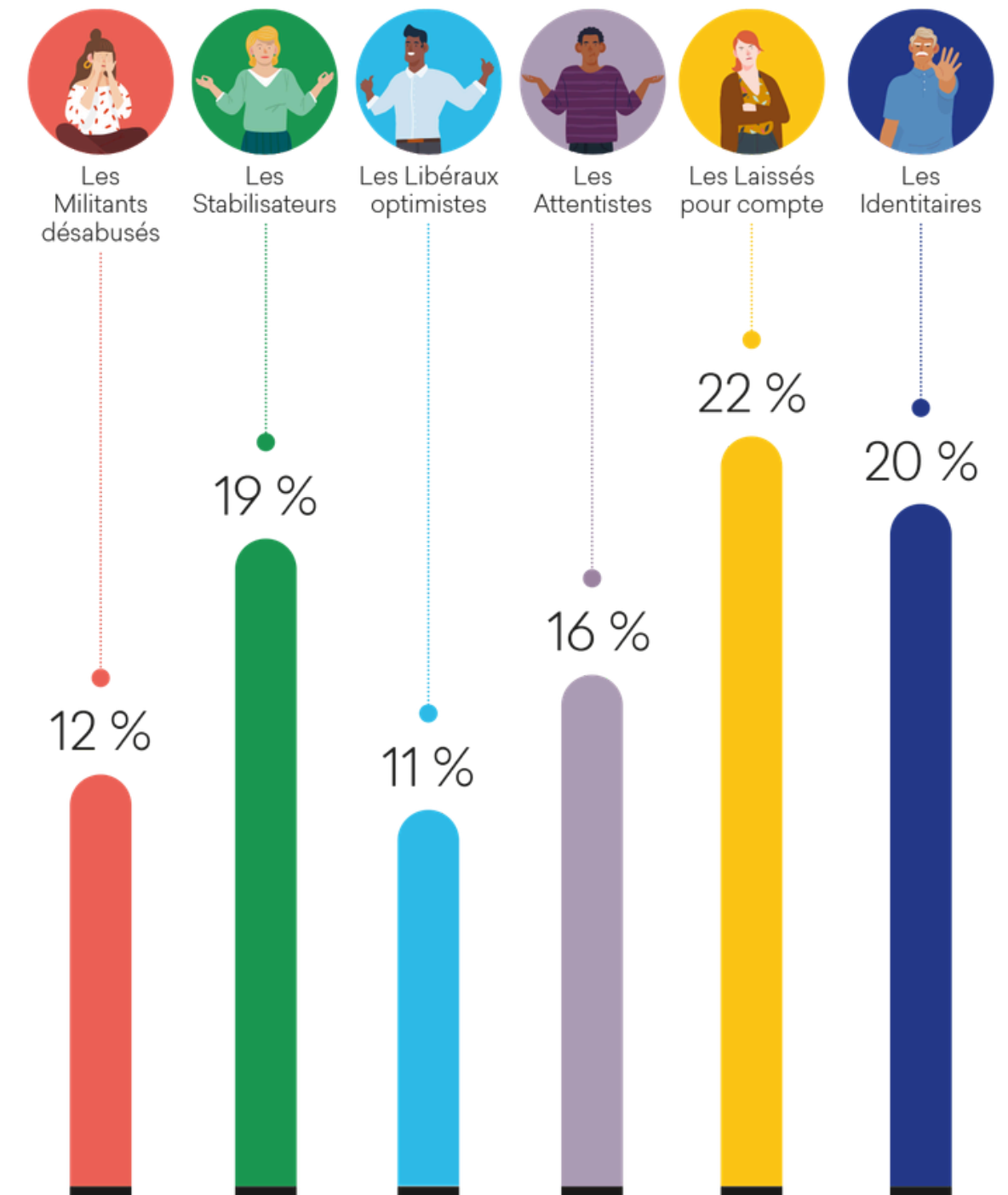
Notre méthodologie de recherche est fondée sur la recherche en psychologie sociale.

- Identification de systèmes de valeurs fondés sur différents critères :



- Segmentation obtenue par analyse typologique (clustering).
- Aucune caractéristique socio-démographique, y compris l'auto-positionnement politique, ne sont mobilisées pour réaliser notre segmentation. Elles sont utilisées a posteriori.

Sur une grande diversité d'enjeux, l'appartenance à ces familles s'avère particulièrement prédictive des opinions et des comportements.



Méthodologie de l'enquête

Une enquête quantitative

Echantillon

2 074 personnes représentatives de la population française métropolitaine âgée de 18 ans et plus.

Représentativité assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession, et région).

Critères de redressement : sexe et âge (croisés), profession, région.

Mode de recueil

Enquête auto-administrée en ligne

Dates

Du 3 au 6 avril 2026.

Une enquête qualitative



Six groupes de discussions de 2h chacun ont été organisés dans le cadre de cette étude, soit un total de 12h de discussions entre 17 mars et le 12 mai 2026.

- Un groupe composé de Militants désabusés du département Rhône-Alpes
- Un groupe composé de Stabilisateurs du département d'Ile de France
- Un groupe composé de Laissés pour compte du département de la Seine Saint Denis
- Un groupe composé de Laissés pour compte du département des Bouches-du-Rhône
- Un groupe de Stabilisateurs de la région Bretagne
- Un groupe de Laissés pour compte de la région de la Beauce.

Ces groupes de discussion avaient pour objectif d'interroger les Français sur leur rapport à la pollution et leur santé environnementale. Les participants ont également été interrogés sur leurs activités sociales.

Fiche technique : les marges d'erreur

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque enquête par sondage comporte une incertitude statistique appelée marge d'erreur. Elle indique que le résultat obtenu peut varier autour de la valeur mesurée, pour un niveau de confiance de 95 %. La marge d'erreur dépend donc à la fois de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé, ainsi que de la taille de la population cible.

	Si le pourcentage observé est de...					
Taille de l'échantillon	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
400	2,1	2,9	3,9	4,0	4,8	4,9
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,4	3,5
1 000	1,4	1,9	2,5	2,8	3	3,1
2 000	1	1,3	1,8	2	2,1	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8
5 000	0,6	0,9	1,1	1,3	1,4	1,4

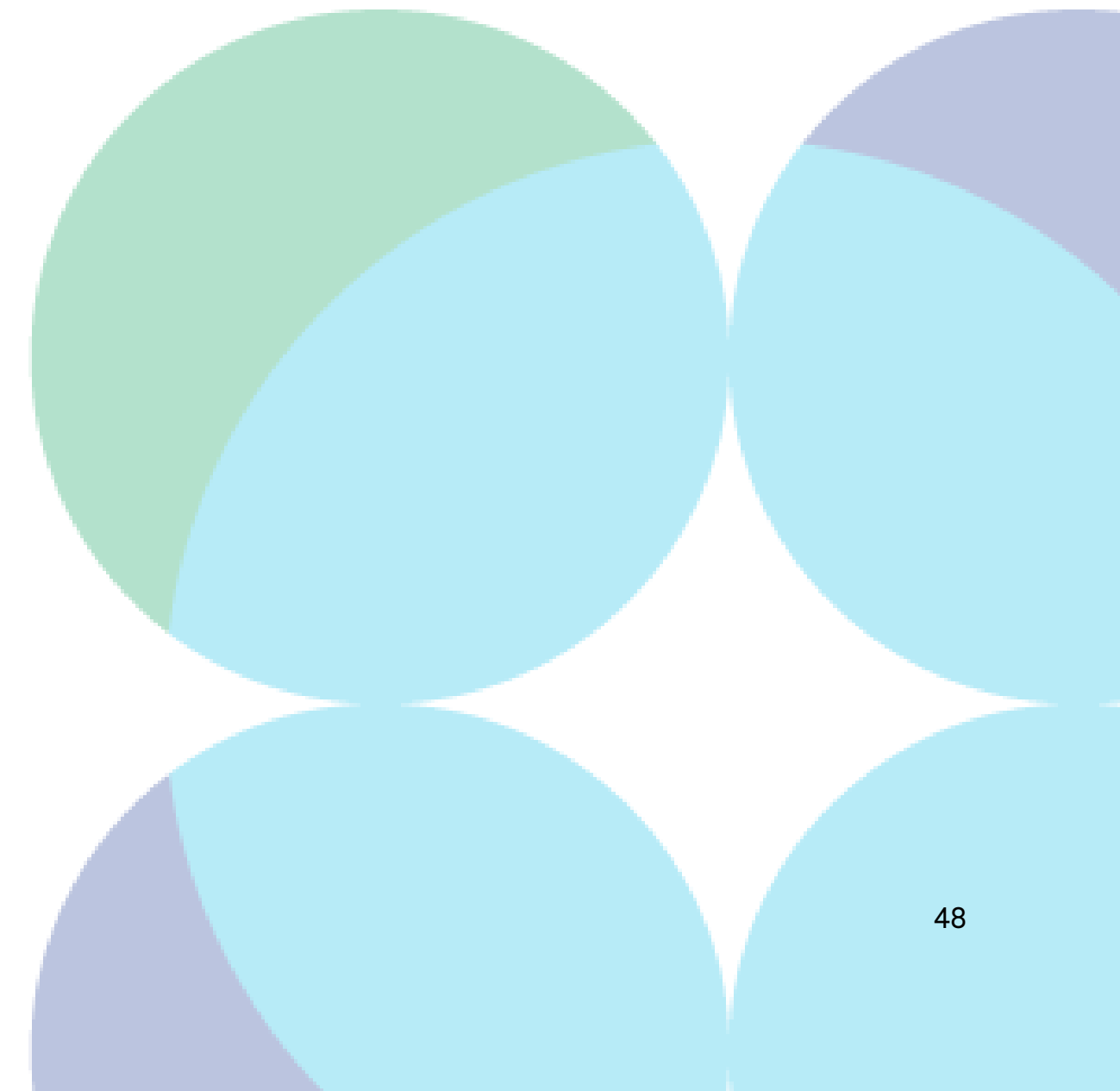
Lecture du tableau : Dans un échantillon de 2 000 personnes, si le pourcentage observé est de 30%, la marge d'erreur est égale à ± 2 points : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [28, 32].

Destin Commun

Destin Commun est un think tank expert des phénomènes de polarisation et de fragmentation qui fragilisent la démocratie et la cohésion sociale.

A travers une méthodologie inédite fondée sur la psychologie sociale, il analyse les mécanismes de division et identifie des lignes de force susceptibles de rassembler les Français, en partenariat avec divers acteurs de la société civile et institutions.

Destin Commun est une association de loi 1901, aconfessionnelle et non partisane. C'est la branche française du réseau More in Common, créé en 2017 et présent également au Royaume-Uni, en Allemagne, en Pologne, en Espagne, aux Etats-Unis et au Brésil.



Contact presse :

Morgane Eché

morgane@destincommun.fr

07 86 49 33 25



**Destin
Commun**

More in Common France